

Les sondages clandestins de la Résistance en France occupée au début de l'année 1944. Chapitre 3.

Jean-Paul Grémy

▶ **To cite this version:**

Jean-Paul Grémy. Les sondages clandestins de la Résistance en France occupée au début de l'année 1944. Chapitre 3. : L'entrée des communistes au Comité Français de la Libération Nationale.. 2012. halshs-00692532

HAL Id: halshs-00692532
https://shs.hal.science/halshs-00692532

Preprint submitted on 30 Apr 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jean-Paul GRÉMY

LES SONDAGES CLANDESTINS DE LA RÉSISTANCE EN FRANCE OCCUPÉE AU DÉBUT DE L'ANNÉE 1944

CAHIER N° 3

(28 mai 1944)

L'ENTRÉE DES COMMUNISTES AU CFLN

QUESTION 2C

Enoncé : Deux communistes sont entrés dans le Comité d'Alger.
Approuvez-vous cette mesure, oui ou non ?
Si non, pour quelles raisons ?

DONNEES TECHNIQUES DE L'ENQUETE

Nombre de personnes interpellées : 414 Français de naissance

Période de l'enquête : 26/4/44 - 15/5/44

Pour les régions touchées et le nombre et professions des agents enquêteurs, voir Cahier N° 1, page 2.

COMPOSITION DE L'ECHANTILLONNAGE

Elle diffère très peu de celle des questions 2A et 2B.

a) - Composition suivant les activités :

Patrons	26 %
Salariés	32 %
Professions libérales	19 %
Fonctionnaires	13 %
Rentiers, retraités et pensionnés	8 %
Sans profession	2 %

b) - Composition suivant le rang social :

Rang social élevé	23 %
Rang social moyen	36 %
Rang social modeste	41 %

c) - Composition suivant la couleur politique :

Résistants	22 %
Sympathisants	56 %
Neutres	22 %

(Les collaborateurs n'ont pas été questionnés.)

d) - Composition suivant l'âge :

Jeunes (25 ans - 34 ans)	**24 %**
Moyens (35 ans - 55 ans)	**62 %**
Agés (56 ans - 70 ans)	**14 %**

Pour ces 4 compositions, voir aussi Cahier N° 1, pages 2 et 3.

RESULTATS DE L'ENQUETE SUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

OUI (approuve l'entrée des communistes dans le CFLN)	**72 %**
NON (désapprouve)	**21 %**
INDECIS	**7 %**

Réponses positives

Elles se groupent autour des idées suivantes (1):

1°- "Puisqu'ils forment une partie de la population française et de la Résistance en France, il est normal que les communistes soient représentés dans la direction des affaires publiques, comme toutes les autres catégories de Français".

L'opinion appartient largement à tous les milieux et montre qu'après des années de vichyssisme, de propagande nazie et "d'ordre nouveau", la population a conservé, au fonds de son âme, l'ancienne tournure d'esprit démocratique de la représentation proportionnelle.

Toutefois, des réserves de méfiance accompagnent toutes ces réponses (ainsi que celles des 2 catégories suivantes) et se trouvent exprimées par des phrases telles que :

".....mais limiter leur influence".
".....espérons qu'ils ont évolué dans le sens plus français et moins extrémiste".
".....et si parmi eux il y a beaucoup de durs, la prise de pouvoir les adoucira".....etc...

---

(1) Les phrases mentionnées sont celles que les personnes interrogées ont données en réponse à nos agents. Etant le mieux formulées, nous les avons choisies comme exemple type des idées qu'elles représentent.

2°- "Ils l'ont bien mérité, car ils sont plus propres et ils se battent mieux que tous les autres".

Ce genre de réponses - presqu'aussi fréquentes que les précédentes, exprime un trait éminemment français : le sentiment qui l'emporte sur le froid calcul. Car la grande majorité de ces gens ignore la doctrine communiste, dont d'ailleurs elle ne fait même pas mention et ne connaît le plus souvent que ce que la contre-propagande brandit devant ses yeux pour l'effrayer. Mais ces gens ont appris à connaître l'esprit qui anime le communiste - dans les rangs de la Résistance ou sur les champs de bataille de Russie - et c'est vers cet esprit que va leur approbation, sans se soucier de savoir si pour leur intérêt personnel une telle attitude ne saurait avoir des inconvénients. C'est une façon de réagir qui n'est peut-être pas toujours au mieux de l'intérêt national, mais elle est sûrement pour quelque chose dans le prestige dont jouit, à travers le Monde, la France.

3°- "Oui, car notre politique extérieure l'exige".

La réponse est remarquable. Mais elle ne représente qu'un coefficient réduit sur l'ensemble des réponses affirmatives et provient surtout des individus assez instruits. Dans ce faible coefficient, on reconnaît - à regret - le défaut de l'opinion française qui consiste à vouloir ignorer les réactions de l'Etranger.

<u>Réponses négatives</u>

Elles forment les 2 catégories suivantes :

1°- "Les communistes nous prendront tout, s'ils ne nous tuent pas".

Et les personnes interrogées invoquent presqu'immanquablement la personnalité de Marty, pour mieux appuyer le sentiment de terreur que ce régime leur inspire. Mais pas un seul n'invoque un argument doctrinal, que la plupart probablement ignore, tout comme ceux qui les approuvent.

2°- "Non, car les communistes et le communisme constituent la voie de pénétration de l'Etranger dans les affaires publiques de France".

Les 2 réponses sont assez simplistes et rappellent les slogans de la propagande anti-communiste. Elles expriment néanmoins

l'intensité d'un ressentiment qui compte dans la balance des tendances politiques françaises.

Pour les "indécis", nous verrons la répartition dans les considérations qui suivent.

L'OPINION DANS LES DIVERSES CATEGORIES DE FRANÇAIS

Catégorie	Oui	Non	Indécis
Patrons	64 %	28 %	8 %
Salariés	75 %	15 %	10 %
Professions libérales	74 %	22 %	4 %
Fonctionnaires	83 %	17 %	0 %
Rentiers, retraités et pensionnés	82 %	18 %	0 %

Une apparente anomalie existe dans les chiffres qui représentent l'opinion des fonctionnaires comparée à celle des salariés et qui ferait croire que les premiers approuvent bien davantage l'entrée des communistes dans le CFLN, que les seconds. En réalité, les salariés privés petits et moyens ont, à ce sujet, au moins les mêmes sentiments que les fonctionnaires. Si pourtant le pourcentage des salariés indique une attitude d'ensemble plus tiède, c'est parce que dans leur catégorie se trouvent comprises des personnes telles que des Directeurs de Banques, des grands fondés de pouvoir, etc... qui tout en étant salariés, ont - au point de vue communisme - une mentalité en tous points semblable à celle des patrons et qui, de ce fait, faussent la moyenne. Ce sont eux d'ailleurs qui ont donné le plus grand pourcentage d'indécis.

Couleur politique	Oui	Non	Indécis
Résistants	93 %	7 %	0 %
Sympathisants	75 %	18 %	7 %
Neutres	45 %	42 %	13 %

L'opinion des sympathisants se rapproche remarquablement de l'opinion de l'ensemble (72 % - 21 % - 7 %). C'est pour la deuxième fois (questions 2A et 2C) que nous constatons cette concordance qui montre que les "sympathisants" expriment l'opinion de la France. Les enquêtes qui suivront confirmeront, ou non, cette hypothèse.

Quant aux neutres, on constate de plus en plus, qu'ils sont en quelque sorte la "droite" - voire même l'extrême droite - de la population française (voir questions 2A - 2B).

Ages	Oui	Non	Indécis
Jeunes	85 %	15 %	0 %
Moyens	67 %	22 %	11 %
Agés	74 %	26 %	0 %

Les âges extrêmes ne donnent pas d'indécis, tandis que l'âge de la maturité se montre moins sûr de ses jugements et hésite dans une assez grande proportion.

Rang social	Oui	Non	Indécis
Modestes	89 %	9 %	2 %
Moyens	66 %	28 %	6 %
Elevés	52 %	32 %	16 %

Ces résultats sont très intéressants car ils se prêtent à une extrapolation spécialement instructive.

En effet, considérons le mobile qui a déterminé chacune de ces réponses. Il est constitué par un ensemble de 2 éléments : d'une part l'intérêt de la France, tel qu'il apparaît pour la personne interrogée - et d'autre part le sentiment personnel que l'interrogé nourrit à l'égard du communisme. Suivant la prépondérance de l'un ou de l'autre de ces deux éléments, la réponse sera "oui" ou "non", et en cas d'égalité, l'interrogé se déclarera "indécis". (L'indécision ne provient pas en général de la méconnaissance du problème, car chacun s'imagine - l'expérience nous l'a prouvé - en connaître toutes les données).

Considérons maintenant la catégorie du "Rang social élevé" et essayons de voir quelles auraient été ses réponses si c'était uniquement l'élément "intérêt de la France" qui était entré en ligne de compte (c'est à dire si ces personnes étaient d'une objectivité parfaite).

Pour cela, nous allons pouvoir employer les résultats de la présente enquête. En effet, la catégorie du "Rang social élevé" a donné 52 % de "oui". Or, les individus de cette catégorie étant par définition en opposition sentimentale avec l'idée communiste, leurs "oui" resteront "a fortiori", les mêmes au moment où les considérations sentimentales cesseraient de jouer.

Mais il y a encore les 16 % d'indécis. Nous allons prouver que ce pourcentage se transformera, lui aussi, en "oui".

En effet, pour les personnes de cette catégorie, l'indécision provient de l'égalité entre leur ressentiment pour le communisme, d'une part - et la conviction qu'ils ont de l'utilité que présente pour la France l'entrée des communistes dans le CFLN, d'autre part. Mais puisque dans notre hypothèse les sentiments et les ressentiments n'influent plus sur les réponses, il ne reste à ces personnes, pour se décider, que leur conviction que l'opération est utile. Par conséquent, ils ne seront plus indécis, mais ils répondront franchement par "oui" C.q.f.d.

Considérons maintenant les "modestes". Chez eux - et en appliquant le symétrique de ce même raisonnement - nous aurons les 9 % des "non" qui continueront à rester négatifs et les 2 % d'"indécis" qui se transformeront en réponses négatives.

Par conséquent, et en fin de compte, dans une société française parfaitement objective - c'est-à-dire parfaitement dépouillée de tout sentimentalisme - le résultat de l'enquête aurait donné les chiffres suivants :

"oui" au moins 68 % et
"non" au moins 11 %

Quant au reste des 21 %, il sera constitué par un mélange de "oui" de "non" et d' "indécis" dont on ne saurait rien dire à priori. Mais n'importe quelle serait la composition de cette fraction, le résultat général resterait largement positif.

CONCLUSIONS

La grande majorité des Français approuve l'entrée des communistes dans la vie publique du pays. Néanmoins, ils se montrent presque tous méfiants envers eux. Cette méfiance provient, aussi bien du fait de la doctrine qui n'accepte pas de compromis, comme de tout le passé de ruse intelligente dont ces gens ont pu faire la preuve pendant ces temps derniers.

Mais c'est en comparant les Russes communistes avec les autres peuples du monde et en apprenant l'attitude héroïque des communistes français dans leur lutte contre l'envahisseur, qu'un grand mouvement de sympathie s'est développé en France à l'égard de ces gens. On respecte les communistes et on les admire pour ce qu'il y a d'incorruptible dans leur mentalité et ce, malgré les légendes terrifiantes que lancent les propagandes déchaînées. Les Français ignorent presque tout de leurs doctrines et ce n'est pas sur des considérations théoriques qu'ils ont fondé leur "oui" et leur approbation. Mais c'est le même penchant qui du temps de nos ancêtres avait porté au sommet de la puissance un terrible mais incorruptible homme d'état, qui aujourd'hui amène le peuple de France à respecter des hommes qui sont très durs peut-être, mais très propres sûrement.

LA NOMINATION DE COMMUNISTES AU CFLN

"La création du Comité français de la libération nationale, le 3 juin 1943, après six mois d'âpres tractations entre gaullistes et giraudistes, marquait une étape décisive dans l'unification de la Résistance extérieure. [...] Le CFLN n'était pas un gouvernement provisoire, mais un "pouvoir central français" qui administrait les territoires libérés et dirigeait la lutte militaire. [...] En avril 1944, deux communistes (Grenier et Billoux) entrèrent à leur tour au CFLN. Le 3 juin 1944, aboutissement du combat commencé à Londres quatre ans auparavant, le CFLN se transformait en gouvernement provisoire de la République française" (Cointet *et al.* 2000, 178-179). Le CFLN siégeait à Alger (d'où son appellation courante de "Comité d'Alger"). Sa genèse sera rappelée ci après dans les commentaires des réponses à la question 4B (*Cahier* n° 6).

Le fait que 72 % des personnes interrogées par le S.S.S. approuvent la nomination de deux communistes au sein du CFLN est une surprise pour qui connaît la force du sentiment anticommuniste dans la France des années trente. Pour comprendre les réponses à la question 2C, il est nécessaire :

1) de rappeler l'importance et la virulence du courant anticommuniste en France dès la fin de la première guerre mondiale, virulence qui sera renforcée à partir de juin 1940 par la propagande du gouvernement de Vichy et des partis collaborationnistes, puis de l'occupant ;

2) de retracer l'historique du combat des Résistants d'obédience communiste contre les troupes d'occupation et leurs auxiliaires, combat qui a sans aucun doute contribué à faire évoluer l'opinion publique en leur faveur, et donc en faveur de leurs porte-parole et représentants.

L'anticommunisme en France de 1918 à 1940.

"Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme". Cette affirmation, qui ouvre le *Manifeste communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels, publié en 1848, est toujours d'actualité dans la période qui précède l'armistice de 1940. Pendant les décennies qui ont suivi la publication du *Manifeste*, la peur du communisme a été nourrie et renforcée chez les Français par la manière dont la majorité des médias ont présenté la Commune de Paris (1871), la Révolution d'Octobre en Russie (1918), et la guerre d'Espagne (1936-1939) ; sans oublier les violentes polémiques lors de l'avènement du Front Populaire (1936). Mais ce qui frappe dans l'observation de l'opinion française des années trente, c'est l'hétérogénéité de ce "front du refus" : "Comme l'anticléricalisme, l'antifascisme ou l'anticolonialisme, l'anticommunisme se définit par opposition à l'idéologie qu'il entend combattre. […] Peut-on considérer l'anticommunisme comme un corps de doctrine ? Ce n'est pas certain. Il faudrait, pour ce faire, que l'anticommunisme ait à opposer à la doctrine qu'il rejette une autre conception du monde, un faisceau de valeurs différentes, un système d'organisation de la société, un ensemble de comportements qui fassent consensus parmi ceux qui rejettent le communisme. Or nous verrons qu'il n'en est rien, et que, si l'anticommunisme est profond aux époques où le communisme est puissant, on est ici en face d'une attitude de refus qui ne va guère au-delà de la crainte et du rejet, mais qui ne fonde aucune attitude commune de la part de ceux qui s'en réclament quant au régime, à la société, aux valeurs auxquelles ils aspirent" (Berstein *et al.* 1987 : 8-9). Rassemblant aussi bien des socialistes et des radicaux que des militants de la droite et de l'extrême droite, le courant anticommuniste a durablement marqué la vie politique française ; la propagande des autorités d'occupation, du gouvernement de Vichy, et des partis collaborationnistes, a tout fait pour renforcer ce courant. Aussi, les réponses à l'enquête du S.S.S. (72 % d'approbations, et seulement 21 % de désapprobations) ont probablement fort étonné ceux qui en ont pris connaissance en mai-juin 1944.

Les arguments avancés par les 21 % de répondants à l'enquête du S.S.S. qui désapprouvent l'entrée de représentants des communistes au CFLN sont de trois types : la peur des "partageux", la crainte des violences révolutionnaires (l'épouvantail Marty), la mainmise de l'étranger sur la vie politique française. On retrouve ainsi les points de la propagande anticommuniste auxquels l'opinion a été la plus sensible. L'argument des communistes inféodés à l'Allemagne n'est évidemment plus crédible. Par contre, les propagandes vichyste et allemande ont repris deux des thèmes majeurs de l'anticommunisme des années trente : l'inféodation du Parti à Moscou ("le parti de l'étranger"), et la direction en sous-main des Juifs au sein du PCF ("judéo-bolchevisme") [1]. Ce dernier thème n'apparaît pas dans les réponses à l'enquête.

Pour apprécier la profondeur et la force de l'anticommunisme en France au début de l'Occupation (et comprendre l'importance du revirement de l'opinion mesuré par le S.S.S. en 1944), il est nécessaire de remonter à ses principales sources : la révolution d'octobre 1917 en Russie et la paix de Brest-Litovsk en 1918, alors que la France et ses alliés sont toujours en guerre contre l'Allemagne ; le Front populaire et les grèves de 1936 ; la guerre d'Espagne ; et enfin le pacte germano-soviétique de 1939 et la mise hors la loi du Parti communiste français.

La révolution d'octobre et la naissance du P.C.F.

En Russie, le tsar Nicolas II a abdiqué le 15 mars 1917, et Alexandre Kérenski devient président du Conseil le 18 juillet. Le 7 novembre 1917 [2], le comité militaire révolutionnaire dirigé par Léon Trotski s'empare de Petrograd (Saint-Pétersbourg) ; le gouvernement Kérensky est renversé. Le 26 novembre, le Conseil des commissaires du peuple, sous la direction de Lénine, entame des pourparlers de paix avec l'Allemagne ; l'armistice est signé le 15 décembre. Le 3 mars 1918, le gouvernement bolchevique signe avec l'Allemagne le traité de paix de Brest-Litovsk. Ce traité apparaît comme un "lâchage" en pleine guerre ; c'est pourquoi Serge Berstein estime que "le "choc d'octobre" sur l'opinion française a été à peu près totalement négatif" (Berstein *et al.* 1987 : 28).

De son côté, le patronat français a déployé des moyens considérables pour faire connaître les menaces que le danger bolchevique faisait peser sur la France. Par exemple, à l'occasion des élections législatives de 1919, une officine patronale, l'Union des intérêts économiques, a diffusé à des milliers d'exemplaires la fameuse affiche de l'"homme au couteau entre les dents", qui "représentait un moujik hirsute et mal rasé tenant dans un rictus effrayant un couteau entre les dents d'où dégoulinaient des gouttes de sang" (Berstein *et al.* 1987 : 29) [3]. Une brochure de quinze pages serrées, intitulée *Comment voter contre le bolchevisme ?*, expliquait que le bolchevisme s'installait en France sous le couvert des socialistes. "Cette brochure montre par rapport à 1917 ou 1918 une nette inflexion de la propagande antibolcheviste. Le virus du bolchevisme se trouve maintenant en France et la lutte contre lui se trouve clairement intégrée dans le combat politique national, ce n'est plus principalement le "boche" que l'on poursuit dans le bolchevik, mais le révolutionnaire" (Berstein *et al.* 1987 : 31-32).

Toutefois, cette propagande assimile le bolcheviste, ennemi d'aujourd'hui, à l'Allemand, ennemi de la veille. Par exemple, une brochure du Comité départemental du Rhône de "l'Union des grandes associations françaises" (*Pas de bolchevisme ! Gagnons la paix*) explique que les bolchevistes sont des émissaires de l'Allemagne, qui veulent frustrer les Français de leur victoire ; que la famine règne en Russie (sauf pour l'armée) ; que seuls ont le droit de vote "les miséreux et les vagabonds" ; qu'à Sébastopol, "les matelots bolchevistes égorgèrent tous les habitants des rues principales, jusqu'aux

[1] "Réunion en un seul mot de deux phobies, celles du complot juif et bolchevique". Stéréotype des années trente, associé à la guerre d'Espagne et à Munich (Laborie 2006, 78-80).
[2] Mais le 25 octobre dans le calendrier julien, alors en usage en Russie ; d'où le nom de "révolution d'octobre".
[3] Cette affiche a été maintes fois reproduite ; elle figure sur la page de couverture de *La peur du rouge en France : des partageux aux gauchistes* (Lejeune 2003).

enfants de cinq ans", et que "les instituteurs à Kiev et ailleurs ont été massacrés, parce qu'il ne faut pas que le peuple soit instruit" (cité par Berstein *et al.* 1987 : 33-35). De son côté, l'éminent sociologue Célestin Bouglé, dans *Qu'est-ce que le bolchevisme ?*, déclare : "Le bolchevisme est une expérimentation cruelle tentée sur le grand corps pantelant de la Russie par une équipe de docteurs sans scrupules. C'est au nom du socialisme "scientifique" qu'ils prétendent opérer. Du dogmatisme marxiste appliqué par du fanatisme slave, au plus grand bénéfice de l'impérialisme allemand : voilà le plus clair du bolchevisme" (cité par Berstein *et al.* 1987 : 35). Enfin, on voit poindre dans certains de ces libelles la thèse du judéo-bolchevisme, qui sera développée ultérieurement par la propagande vichyste (Les Juifs représentent cinq pour cent de la population russe, ils sont quatre-vingt-cinq pour cent dans les soviets [1] ; Lénine est le seul chrétien...).

En France, le courant pacifiste est en plein essor. Le bilan de la première guerre mondiale est lourd : "Au 1er juin 1919, on compte 1 383 000 soldats tués. La moitié des démobilisés (3 220 000 personnes) ont été blessés ; parmi eux 1 100 000 reçoivent une pension d'invalidité. La France dénombre 34 morts pour 1 000 habitants (l'Allemagne 30 pour 1 000) ; il y a 600 000 veuves et 700 000 orphelins" (Journal 2001 : 1907). Les souvenirs de la guerre de 1914-1918 resteront très vivaces tout au cours des années qui précèdent la seconde guerre mondiale : pratiquement toutes les familles françaises comptent dans leurs rangs des veuves de soldats tués au front, des anciens combattants, dont beaucoup sont mutilés (les "gueules cassées", auxquelles est dédié une série de la Loterie Nationale), ou qui mourront des suites de leurs blessures ou de l'exposition aux gaz de combat (Ypérite) ; dans tous les villages de France, le monument aux morts de la Grande Guerre affiche la longue liste des enfants de la commune morts pour la Patrie ; de nombreux livres de témoignages (dont *Le feu*, d'Henri Barbusse) rappellent les grands massacres des offensives inutiles ; enfin, le film de Léon Poirier, *Verdun, visions d'histoire* (1928), avec Albert Préjean dans le rôle principal, aura profondément marqué l'opinion par le réalisme avec lequel il évoque la guerre de tranchées.

D'autre part, les conditions de vie des ouvriers sont difficiles, et les grèves sont sévèrement réprimées. Au début de l'année 1920, deux grèves éclatent chez les cheminots. La première (27 février-1er mars) est une réaction aux sanctions visant un syndicaliste du réseau PLM (Paris-Lyon-Méditerrannée, alors société privée) ; le gouvernement réagit en réquisitionnant le matériel et en mobilisant partiellement les cheminots. La seconde (1er-11 mai), demande la nationalisation des chemins de fer, et la reconnaissance du droit syndical ; le gouvernement emprisonne les principaux dirigeants de la CGT, accusés de complot contre la sûreté de l'État. Le 21 mai, la CGT donne l'ordre de reprendre le travail (Journal 2001, 1919-1920). Cette grève perdue contribue à alimenter l'anticommunisme : "En 1920, pour la majorité des Français, le communisme est l'expression d'un nouvel antipatriotisme. La défaite des grèves de 1920, c'est bien une défaite du bolchevisme" (Berstein *et al.* 1987 : 86). Les grèves de 1934 à 1936 ne feront que raviver cet antagonisme.

C'est le 25 décembre 1920 que s'ouvre à Tours le dix-huitième congrès du parti socialiste (SFIO) [2]. Une motion, rédigée par Fernand Loriot et Boris Souvarine, propose l'adhésion à l'Internationale communiste (Troisième Internationale, ou *Komintern*) fondée par Lénine le 4 mars 1919 ; cette motion est adoptée avec près de 70 % des mandats (3 208 sur 4 627), donnant naissance au Parti communiste français. Les minoritaires, autour de Léon Blum, conservent l'étiquette SFIO. "Le caractère inédit de la situation de 1921, c'est qu'on y voit opérer au grand jour un parti, communiste, qui, sur tous les points, conteste radicalement les valeurs et les comportements qui fondent le consensus national, se posant lui-même en corps étranger par rapport à celui-ci" (Berstein *et al.* 1987 : 113). Le nouveau parti devient la Section Française de l'Internationale Communiste.

[1] C'est-à-dire dans les instances représentatives (*Conseils*) élues par les ouvriers et les paysans russes.
[2] Section Française de l'Internationale Ouvrière. En fait, à cette date, les socialistes ont rompu avec la deuxième Internationale en février 1920, lors du congrès de Strasbourg.

Cette scission en entraînera une autre, dans le monde syndical cette fois. Le 13 janvier 1922, le comité national confédéral de la Confédération Générale du Travail (CGT) refuse les propositions de la minorité révolutionnaire. À la suite de l'exclusion de la Fédération des cheminots, les minoritaires, réunis en congrès à Saint-Étienne le 26 juin 1922, créent la CGTU (CGT unitaire), proche du PC (Journal 2001 : 1928-1930).

En réaction à ces profondes transformations du paysage politique français, la Ligue républicaine nationale (créée et présidée par l'ancien socialiste ancien président de la République Alexandre Millerand) lance, le 6 novembre 1924, un appel dénonçant le danger communiste : ils "s'apprêtent, dans la carence des pouvoirs publics [...] à installer en France, selon les instructions de Moscou, les méthodes qui entretiennent en Russie la terreur et la ruine" (Journal 2001 : 1942). Le débat politique tend à se radicaliser : "La courtoisie perfide qui marquait les débats parfois de très haut niveau aux temps du bloc national et même du Cartel [1] fait place à des discours violents, jusqu'alors réservés aux extrémistes de gauche et de droite. Malgré l'apparence molle et somnolente de la direction droitière ou radicale, se formaient ainsi, sans qu'on s'en doutât, des conditions de guerre civile au tournant des années 30" (Borne *et al.* 1989 : 18-19).

"Le communisme, voilà l'ennemi !".

Les deux lignes d'attaque qu'utilise alors le PCF sont l'antimilitarisme et l'anticolonialisme. En mai 1923, Marcel Cachin est accusé d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'État pour une déclaration qu'il aurait faite à la conférence d'Essen (incitation à résister aux forces d'occupation françaises en Allemagne) ; "premier du genre, ce procès à grand spectacle a été un four. L'accusation a fait long feu et ce ne sera pas non plus la dernière fois. Une tradition s'établit" (Fauvet *et al.* 1977 : 58-60).

En 1921, au Maroc espagnol, le cadi Abd el-Krim est entré en dissidence dans le massif montagneux du Rif. En 1924, l'Espagne a dû replier ses troupes sur la côte, et la rébellion commence à menacer le Maroc sous protectorat français. Le 10 septembre 1924, Jacques Doriot (secrétaire des Jeunesses communistes) et Pierre Simard (secrétaire du PCF) adressent à Abd el-Krim un télégramme de félicitation pour sa victoire sur "les impérialistes espagnols" ; le 4 février 1925, Jacques Doriot, à l'Assemblée Nationale, réclame "Le Maroc aux Marocains !". Le maréchal Pétain, inspecteur général des armées, est alors chargé par le Président du Conseil, Paul Painlevé, d'étudier les mesures à prendre pour étouffer l'insurrection. Le 9 juillet 1925, malgré l'opposition des communistes, et l'abstention des socialistes, les députés votent les crédits pour une opération militaire au Maroc. Sous le commandement du maréchal Lyautey, une offensive franco-espagnole, disposant de moyens considérables, est lancée contre les rebelles ("guerre du Rif") [2]. Le 12 octobre 1925, Marcel Cachin (directeur de *L'Humanité*) et trois autres dirigeants communistes sont condamnés à treize mois de prison pour incitation de militaires à la désobéissance. En novembre 1925, on compte 165 militants emprisonnés (dont Maurice Thorez).

Le 22 avril 1927, le ministre de l'Intérieur, Albert Sarrault, ancien gouverneur de l'Indochine, lance : "Le communisme, voilà l'ennemi !". Il ajoute : "L'insurrection coloniale, la perte ou l'abandon par la France de ses colonies, est l'un des articles essentiels du programme de déchéance française". Les parlementaires communistes sont poursuivis et condamnés à des peines de prison pour

[1] Le bloc national (19191924) est l'alliance électorale de deux partis de droite, la Fédération républicaine et l'Alliance démocratique, avec le parti radical-socialiste ; le cartel des gauches (1924-1926) rassemble sur un programme électoral commun les Radicaux, les Radicaux-socialistes, et les Républicains socialistes.

[2] Abd el-Krim sera finalement vaincu, après plus d'un an de combats ; il se rendra aux troupes françaises le 27 mai 1926. On trouvera une relation détaillée de cette "guerre du Rif" dans Laure *et al.* 1941 : 303-333.

provocation de militaires à la désobéissance ; Jacques Duclos, André Marty et Jacques Doriot optent pour la clandestinité (Fauvet *et al.* 1977 : 72-74).

Pendant que Maurice Thorez et Benoît Frachon sont emprisonnés, une nouvelle direction, le "groupe Barbé - Célor - Lozeray" [1], prône la tactique "classe contre classe", qui interdit tout désistement en au deuxième tour au profit du candidat de la gauche ayant obtenu le nombre de suffrages le plus élevé (comme le voulait la "discipline républicaine"). Cette tactique a pour conséquence un grave échec du PCF aux élections législatives de 1928 : sur les 27 sièges conquis en 1924, 13 sont perdus. Le nombre d'adhérents régresse : de 74 000 en 1924, il passe à 45 000 en 1929, la baisse étant particulièrement marquée dans les zones industrielles. Selon Henri Dubief (Borne *et al.* 1989 : 86-88) :

> Les causes externes de cet abaissement furent la ligne "classe contre classe" et "la défense de la patrie socialiste" [2], deux mots d'ordre suicidaires qui firent du communisme un ghetto de 1928 à 1935. Le premier, contraire à la tradition nationale de discipline républicaine dans la gauche, provoquait le scandaleux succès d'hommes de droite ou d'extrême droite dans les élections triangulaires.[...]
>
> Imposée par le VI[e] Congrès de l'Internationale communiste, tenu à Moscou pendant l'été 1928, la défense de la "patrie du socialisme", complot permanent, non seulement avoué, mais proclamé, contre la sûreté de l'État, autorisa celui-ci à une vigoureuse politique répressive. Toute annonce de manifestation de rue fut alors considérée comme une provocation à l'insurrection et entraîna l'arrestation préventive et des cadres, l'abstention des militants et des sympathisants terrorisés.
>
> Le groupe Barbé-Célor installé par l'Internationale à la tête du parti de 1928 à 1931 appliqua avec la plus grande rigueur, avec fanatisme, la tactique classe contre classe et la défense de la patrie socialiste - face aux prétendus préparatifs d'intervention franco-britannique contre l'Union soviétique.
>
> Tous les coups furent dirigés contre l'ennemi principal du prolétariat : la SFIO. L'influence que pouvait avoir le "social-flic", le "social-traître", le "social-fasciste" sur la classe ouvrière devait être détruite comme le seul empêchement à la révolution rendue imminente par la crise du capitalisme. Ainsi, le parti s'isolait-il volontairement et se lançait, sans en avoir la force, dans un aventurisme insurrectionnel. L'invective et la rixe étaient les principales méthodes. Une telle stratégie avait d'autres conséquences que la mise à l'écart de la vie politique nationale : dénonçant comme policiers tous ceux qui, en dehors de lui, se réclamaient du socialisme ou du communisme, le parti était en réalité lui-même pénétré jusqu'au sommet par les indicateurs. Ceux-ci faisaient courir des rumeurs qui discréditaient les plus irréprochables, comme le secrétaire général Sémard. Tous étaient amenés à se suspecter mutuellement.

Après sa sortie de prison, Thorez devient secrétaire du bureau politique du PCF. Aux élections législatives de 1932, le PCF régresse encore (avec 8,33 % des suffrages, il n'a plus que 11 députés, alors que la SFIO progresse), et ce malgré l'abandon de la tactique "classe contre classe", et les premiers effets de la crise économique. "Atteinte plus tardivement que les autres, l'économie française en souffrira plus durablement. En 1931, la production, les salaires, la durée du travail diminuent et le chômage s'accroît. Facilitée par les divisions syndicales et la prospérité des années vingt, la paix sociale qui dure depuis dix ans touche à sa fin. Pour la première fois, de violentes grèves secouent le Nord. Deux gouvernements de droite - Laval puis Tardieu - font contre eux l'unanimité de la gauche. Le climat change à l'intérieur comme à l'extérieur. Le Parti communiste sort enfin d'une longue enfance au moment où il cesse d'être le seul "ennemi" au-dedans comme au-dehors" (Fauvet *et al.* 1977 : 93).

---

[1] Ce groupe, issu des Jeunesses communistes, a la confiance du Komintern. "Combattant l'opportunisme, convaincus d'être les seuls à pouvoir appliquer la juste ligne, les membres du "Groupe" versent fatalement dans le sectarisme ; souffrant mal la discussion, ils ont tous les défauts de la jeunesse sans en avoir l'efficacité" (Fauvet *et al.* 1977 : 82). Exclus du PCF après un procès instruit par André Marty, Pierre Célor et Henri Barbé rejoindront le PPF de Doriot. Henri Lozeray, ayant reconnu ses torts, sera réintégré, puis élu député en 1936.

[2] C'est-à-dire l'U.R.S.S.

Le 6 février 1934.

Lors du krach boursier de Wall Street ("jeudi noir", 24 octobre 1929), le monde prend conscience de la crise économique, qui a commencé à la fin des années 1920. En France, les effets ne commenceront à s'en faire sentir qu'à partir de 1931 (crise agricole ; faillites dans le textile, la construction mécanique, l'industrie métallurgique, ainsi que dans le commerce et les banques d'affaires ; Borne *et al.* 1989 : 26-29), entraînant une aggravation du chômage et un accroissement de l'emploi précaire, variables selon les secteurs. Divers scandales financiers (affaires Oustric en 1930, et Stavisky en 1933-34) contribueront à alourdir le climat social.

"L'appauvrissement dû à la crise atteint donc les classes moyennes par la baisse considérable du niveau de vie des paysans et de la petite bourgeoisie ; il frappe les salariés par le chômage. Les puissants capitalistes en profitent matériellement, la bourgeoisie des entrepreneurs et des professions libérales n'en souffre pas mais est quand même profondément affectée par la peur de l'avenir et la crainte de voir contester un patronat ancestral. "Le temps de la haine" s'installe. Quelques-unes des conditions qui, dans d'autres pays, ont conduit au triomphe du fascisme semblent réunies" (Borne *et al.* 1989 : 43).

La crise politique qui couve éclatera à l'occasion d'une affaire d'escroquerie relativement banale. Parmi les nombreuses "affaires" qui ont émaillé la vie politique de la troisième République [1], l'affaire Stavisky n'est pas une escroquerie plus grave que celles qui l'ont précédée : en 1931, Alexandre Stavisky a émis de faux bons du Crédit municipal de Bayonne, dont il a ensuite touché le montant auprès des banques ; au total, son escroquerie atteindra 239 millions de francs. Lorsque l'affaire éclate, on découvre que Stavisky a derrière lui une longue série d'escroqueries diverses, mais surtout qu'il a bénéficié, à toutes les étapes de sa "carrière", de protections de très haut niveau dans les milieux de la politique, de la justice, de la presse, de la police (Borne *et al.* 1989 : 109 ; Journal 2001 : 2000). Le 8 janvier 1934, la police découvre le cadavre de Stavisky dans le chalet près de Chamonix où il se cachait ; la thèse du suicide, avancée par le gouvernement, ne convainc guère l'opinion. Le scandale provoqué par cette affaire, qui entraînera les manifestations d'extrême droite du 6 février 1934, est rendu insupportable en raison du contexte social (Chavardès 1970 : 15-16) :

> Comment expliquer que l'affaire Stavisky ait suffit à provoquer l'explosion du 6 février 1934 ? [...] C'est que le scandale Stavisky survenait à un moment de crise, crise déjà en cours depuis 1929, mais qui atteignait, à la fin de 1933 et au début de 1934, son point culminant.
>
> Le mécontentement de ceux qui avaient fait la guerre de 1914-1948 et qui, revenus dans leurs foyers, s'étaient vus payés de promesses et voués aux maigres salaires ou au chômage, créait une situation que les dirigeants nationalistes allaient exploiter habilement. [...]
>
> Le culte de "l'ordre" - célébré par les ligues [2] avec l'assentiment éperdu des rentiers et des petits-bourgeois ruinés par la guerre - n'était pas sans tenter une part des classes moyennes et, parfois même, des ouvriers, lesquels admettaient mal que la faillite économique mondiale entraînât une réduction de la production et de la consommation, ainsi que la destruction des stocks. [...]
>
> Les traitements des fonctionnaires réduits, le petit commerce et l'artisanat en liquidation, les ouvriers et les employés touchés par le chômage amenèrent les Français de tous les milieux à douter du système politique et, notamment, du régime parlementaire.
>
> L'avènement outre-Rhin du national-socialisme, après l'exemple du fascisme italien, et l'accession au pouvoir de Hitler, en 1933, désorientèrent l'opinion, dont une partie cachait de moins en moins son

[1] Affaire de *La Gazette du franc et des Nations* (Marthe Hanau), faillite de la banque Albert Oustric, etc. (Feyel 2007 : 152-155). La pièce de Marcel Pagnol, *Topaze* (1928), et sa première adaptation cinématographique (Louis Gasnier, 1933), amplifient l'écho de tous ces scandales dans l'opinion publique.

[2] "Depuis longtemps, les milieux conservateurs hostiles à la République avaient plus volontiers organisé des *ligues*, destinées à agiter l'opinion, et, si possible, à imposer leur volonté à l'État, que des *partis*, se bornant à une action légale, électorale et parlementaire. [...] Un des thèmes favoris de la propagande des ligues était l'anticommunisme" (Goguel 1958, II : 270, 276).

admiration pour les méthodes de force. À l'opposé, le communisme nourrissait les espoirs de la classe laborieuse, tentée de rejeter, elle aussi, une démocratie parlementaire impuissante, parfois complice des milieux patronaux et plus ou moins compromise dans les scandales financiers.

En 1934, une étincelle devait donc suffire pour embraser le bûcher de toutes les rancœurs et de tous les ressentiments de la nation.

Cette étincelle sera l'affaire Stavisky.

Les émeutes du 6 février 1934 sont un phénomène exclusivement parisien, qui a surpris la province. La presse régionale est alors majoritairement républicaine, soutient en général le parti radical, et ne verse presque jamais dans l'antiparlementarisme. Par contre, la presse parisienne compte de nombreux journaux fortement antiparlementaristes. Certains titres de droite, comme *Le Temps*, *Le Figaro*, *Le Journal des Débats*, *Le Bulletin quotidien économique*, sont les organes du grand patronat (Comité des Forges) ; d'autres, comme *L'Action française*, l'expression de mouvements d'extrême droite (Chavardès 1970 : 17, 20). La droite est hégémonique dans la presse écrite : elle dispose de plus de 25 titres, et tire à plus de 5 millions d'exemplaires, contre 3 titres et 350 000 exemplaires à gauche (Kergoat 1986 : 88-90). À partir du mois de décembre 1933, ces journaux appellent les Parisiens à se tenir prêts à manifester contre "les voleurs". De fait, entre le 9 et le 27 janvier, Paris est le théâtre d'incidents de plus en plus violents, auxquels la police municipale, sous les ordres du préfet de police de Paris, Jean Chiappe, n'oppose guère de résistance ("La rue est à tout le monde") ; lorsqu'il y a des arrestations de manifestants de droite, elles sont dues à l'intervention des gardes mobiles et des gardes républicains.

Le 30 janvier 1934, le président du Conseil Camille Chautemps démissionne ; il est remplacé par Édouard Daladier, qui forme un nouveau gouvernement. Le 3 février, le ministre de l'Intérieur Eugène Frot remplace Jean Chiappe par Adrien Bonnefoy-Sibour, à la grande colère des Croix-de-feu, qui manifestent violemment le 5 février. Les ligues et les associations patriotiques appellent à manifester le 6 février au soir. Les Croix-de-feu avertissent : "Un gouvernement asservi au drapeau rouge tente de vous réduire en esclavage !" ; les Jeunesses patriotes mettent en garde : "C'est le coup d'État de gauche !". Chacune de ces organisations d'extrême droite convoque ses militants en un lieu différent (rue de Grenelle, quartier latin, grands boulevards, place du Châtelet, Grand-Palais, ...). En réponse, le Parti communiste appelle à manifester "dans les usines, dans les chantiers, dans les gares", et la SFIO à "se mobiliser". L'Union des combattants (UNC), de droite, et l'Union républicaine des anciens combattants (ARAC), de gauche, se rassembleront au rond-point des Champs-Élysées ; ils ne s'affronteront pas (Chavardès 1970 : 61-63, 68).

Le nouveau préfet de police a verrouillé les accès au Palais Bourbon (où siège l'Assemblée Nationale) du côté de la place de la Concorde (gardes mobiles, gardes républicains, et police municipale barrent le pont de la Concorde) ; mais le contrôle des autres points d'accès, assuré par la seule police municipale, est peu ou mal assuré. C'est place de la Concorde, où convergent les anciens combattants de l'UNC et la plupart des militants d'extrême droite, que des affrontements violents ont lieu entre manifestants et forces de l'ordre ; ils feront 17 morts (dont 1 dans les forces de l'ordre) et 2 319 blessés (dont 655 dans les forces de l'ordre). Le lendemain, Édouard Daladier donne sa démission (Chavardès 1970 : 69-73 ; Journal 2001 : 2002).

Ce même 6 février, des militants communistes, "mieux encadrés ou plus avertis des consignes du Parti, contre-manifestent dans les quartiers plus familiers de l'Hôtel-de-Ville et de la Porte-Saint-Denis. Ils arrachent au passage des enseignes et des bancs. La bonne presse les qualifiera d'émeutiers alors que les ligueurs resteront des manifestants" (Fauvet *et al.* 1977 :122). Le lendemain 7 février, en réaction contre les violences antiparlementaristes, communistes et socialistes manifestent ensemble ; bilan : 4 morts parmi les manifestants. Le 9 février, nouvelle manifestation place de la République, à

l'appel du seul parti communiste [1] ; la police tire, faisant 4 morts et 202 blessés [2], et procédant à 1 214 arrestations (Bodin *et al.* 1961 : 235 ; Chavardès 1970 : 75 ; Journal 2001 : 2003).

Ces troubles sont l'occasion, pour la presse parisienne, de lancer de violentes attaques contre les communistes. Ainsi, le 7 février, *Le Figaro* écrit : "C'est l'irruption, sur la voie publique, des éléments communistes qui a fait dégénérer en une série de bagarres honteuses pour la France la manifestation des anciens combattants et patriotes justement indignés par ceux qui s'obstinent à couvrir le déshonneur". De son côté, *L'Écho de Paris* ajoute : "Aux Parisiens authentiques venus clamer leur dégoût, se mêlaient communistes et socialistes, personnages équivoques en quête de mauvais coups : les scènes de pillage et de violence - en dehors des violences policières - sont imputables à cette tourbe" (cité par Chavardès 1970 : 90). En règle générale, "la presse nationaliste établit une distinction très nette entre les victimes du 6 février (les "morts propres") et celles de 7 et 9 février, tombées parmi "les apaches dont l'étiquette communiste dissimule mal les appétits de fauves déchaînés"." (Chavardès 1970 :78).

Le 8 février, la CGT lance un appel à la grève générale pour le 12, complété par une manifestation place de la Nation. De leur côté, la CGTU et le PCF donnent pour le même jour un ordre de grève générale. À Paris, la grève est suivie à 70 % ; en banlieue, elle s'accompagne de violences qui font 4 morts de plus (le bilan total depuis le 6 février est de 27 morts). La manifestation réunit "entre cent et cent cinquante mille socialistes et communistes, d'abord séparés sur le cours de Vincennes, finalement confondus sur la place de la Nation, aux cris de "front uni !", et "unité d'action !". [...] Le 17 février, dans Paris soudain silencieux, une foule calme et résolue, socialistes et communistes au coude à coude, défilera, aussi nombreuse que le 12, derrière les cercueils des morts tombés les 9 et 12 février. Le Front populaire est en marche" (Chavardès 1970 : 79-80).

Le Front Populaire et les grèves de 1936.

"Le Front populaire est essentiellement la riposte de la gauche au 6 février 1934" (Bodin *et al.* 1961 : 18). "Jusqu'en 1934, les positions respectives du Parti communiste et le reste de l'opinion publique française ont le mérite de l'extrême clarté. Le Parti communiste se présente comme une secte qui, sur tous les plans, prend l'exact contre-pied des valeurs communément admises par la société française et qui le fait de façon violente, voire provocatrice. En réponse, le reste de l'opinion publique, dès lors qu'elle prend garde au phénomène communiste, ne peut que rejeter un système qui est la négation de tout ce à quoi elle tient. Par là, comme nous l'avons vu, elle est anticommuniste, même si l'expression de cet anticommunisme peut revêtir des formes diverses, depuis le rejet viscéral d'un phénomène de caractère diabolique par la droite et l'extrême droite, jusqu'à la discussion polémique des méthodes communistes par les socialistes, en passant par le silence embarrassé des radicaux qui, sur ce point, pensent comme la droite, mais ne souhaitent ni se confondre avec elle, ni s'aliéner une SFIO qui se reconnaît une communauté d'objectifs avec le PC. [...] Et brusquement, dans l'année 1934, cet univers bien en place bascule. Entre juin et octobre 1934, le Parti communiste opère un renversement total de ses positions, brûlant ce qu'il avait adoré, portant au pinacle ceux pour qui il n'avait la veille que haine ou mépris" (Berstein *et al.* 1987 : 237-238).

La première étape importante de cette marche vers l'unité entre socialistes et communistes est le rassemblement du 2 juillet 1934, où les dirigeants des deux formations font approuver dans l'enthousiasme le principe d'une unité d'action entre les deux partis ; le 27 juillet de la même année, le pacte d'unité d'action est signé (Fauvet *et al.* 1977 : 130-136). Les principales étapes qui suivent sont

[1] À cette occasion, des manifestants brandissent une pancarte hostile aux "deux cents familles", montrant un capitaliste au couteau sanglant entre les dents, qui renvoie à la propagande anticommuniste de 1919 (Berstein 1975 : photo n° 28).
[2] Selon Dominique Borne il y aurait eu 9 morts, et des centaines de blessés (Borne *et al.* 1989 : 129).

l'accord de désistement pour les élections municipales des 5 et 12 mai 1935, qui se solde par des gains communistes ; la manifestation unitaire du 14 juillet 1935 au stade Buffalo, suivie du défilé de la Bastille au cours de Vincennes ; la publication du programme commun de revendications du Rassemblement populaire le 10 janvier 1936 ; enfin, le discours de Maurice Thorez du 17 avril 1936, dit "de la main tendue aux catholiques". Les élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936 concrétiseront la victoire du Front Populaire.

Le mot d'ordre de "Front Populaire" avait été lancé par Maurice Thorez le 26 octobre 1934. À cette date, la Troisième Internationale avait tiré les conséquences de la montée d'Hitler en Allemagne et pris conscience du danger du fascisme ; d'autre part, en France, les militants communistes tendaient de plus en plus à ignorer les consignes de la direction, et à se joindre aux socialistes dans les manifestations. Ce mot d'ordre signe l'abandon de la catastrophique tactique "classe contre classe", et l'adoption d'un front uni contre la droite au pouvoir. Le serment prêté lors du rassemblement du 14 juillet 1935 affirmait : "Animés par la même volonté de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et la paix au monde, nous faisons le serment solennel de rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la paix humaine" (Fauvet *et al.* 1977 : 151).

Mais "la victoire du front populaire, accompagnée d'une certaine agitation anticléricale, inquiète les catholiques pour qui le poing fermé représente plus un signe de haine qu'une manifestation d'union contre le fascisme" (Cholvy *et al.* 2002 : 180). Le 17 avril 1936, au micro de Radio Paris, Maurice Thorez lance en ces termes l'appel dit "de la main tendue" aux catholiques, et aux électeurs de droite : "Et maintenant, nous travaillons à l'union de la nation française contre les deux cents familles et leurs mercenaires. Nous travaillons à la véritable réconciliation du peuple de France. Nous te tendons la main, catholique, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère et que tu es, comme nous, accablé par les mêmes soucis. Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix-de-Feu, parce que tu es un fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux, comme nous, éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe" (cité par Berstein *et al.* 1987 : 242). La hiérarchie ecclésiastique "contre-attaque vigoureusement. Dès février 1936, l'archevêché de Paris met en garde les catholiques contre la propagande communiste. Quinze jours après le discours de Thorez, le pape incite les cardinaux et archevêques à la vigilance. [...] Dans les semaines qui suivent, c'est une succession de condamnations qui s'abat sur le parti communiste et sur le front populaire". Cette propagande anticommuniste est relayée par les bulletins paroissiaux (Kergoat 1986 : 87-88).

La campagne électorale s'ouvre le 7 avril 1936. Elle se déroule dans un climat de violents affrontements. Auparavant, le 13 février 1936, Léon Blum avait été blessé par les Camelots du Roi ; en réponse, Albert Sarraut avait dissout l'Action française. "À droite, la propagande électorale vise surtout le Parti communiste, l'"initiateur", le "maître" du Front populaire sur lequel il exerce une "dictature occulte". Agitant le spectre terrifiant du "frente popular", on dépeint les soviets s'emparant du bal et réglant la danse macabre. "D'abord le bulletin de vote ; ensuite la torche et le revolver !"." (Fauvet *et al.* 1977 : 168).

Au premier tour des élections de 1936, le taux de participation est de 84,3 % des inscrits. Au second tour, le parti communiste double le nombre de ses suffrages : il recueille 1 487 336 voix (12,6 % des inscrits), contre 794 883 (6,8 %) en 1932. Il dispose désormais de 72 députés (contre 10 en 1932). Il devient la seconde force de la gauche : fin 1937, il comptera 300 000 adhérents (contre 42 500 fin 1934, et 87 000 fin 1935). Socialistes et radicaux ont perdu des voix, et le Front populaire n'a que 288 560 suffrages de plus que ses adversaires. Son succès est dû aux désistements réciproques, surtout à ceux du Parti communiste. À l'Assemblée Nationale, la gauche dispose de 369 députés, la droite, de 220 seulement (Fauvet *et al.* 1977 : 173-174 ; Berstein *et al.* 1987 : 243 ; Journal 2001 : 2018). Le 4 mai, "dans *Le Populaire*, Léon Blum déclare que la SFIO est prête à assumer le pouvoir et

qu'elle doit l'exercer sans perdre un instant. Le lendemain, le cabinet Sarraut annonce qu'il restera en fonctions jusqu'à l'installation de la nouvelle Chambre" (Journal 2001 : 2018). Le gouvernement Léon Blum sera constitué le 4 juin. Malgré Thorez, qui est pour, le PC a décidé de ne pas participer au gouvernement.

Les semaines qui suivent la victoire de la gauche aux législatives voient se développer dans les usines une vague d'arrêts de travail. Le 11 mai 1936, une première grève, a lieu chez Bréguet, au Havre, avec occupation d'usine [1] ; d'autres grèves éclatent ensuite chez Latécoère (Toulouse), Bloch (Courbevoie), Nieuport (Issy-les-Moulineaux), puis chez Farman, Hotchkiss, Renault, et toute la métallurgie parisienne. Après un moment d'apaisement, les grèves reprennent brutalement le 2 juin (Fauvet *et al.* 1977, 178-179). Dans la nuit du 7 au 8 juin, à une heure du matin, la Confédération Générale de la production française (patronale) signe avec la Confédération Générale du Travail les "accords Matignon". Ces accords "prévoient l'établissement de contrats collectifs, la reconnaissance du droit syndical et son libre exercice, celle des délégués du personnel élus sur les lieux de travail à bulletin secret (à la demande des employeurs), la renonciation aux sanctions pour fait de grève. Les salaires sont relevés, selon une échelle de 7 à 15 %" (Journal 2001 : 2020). "Mais les grèves continuent. Ouvriers et employés se réjouissent des accords mais ne s'en contentent pas. Région par région, secteur par secteur, le travail s'arrête. Le 11, il y a deux millions de grévistes. Non moins précipitamment, Léon Blum fait voter la semaine de quarante heures. Le mouvement, ou plutôt l'arrêt du travail se poursuit ; l'économie française est paralysée, le gouvernement apparemment impuissant, le syndicalisme débordé". Le 11 juin, *L'Humanité* publie des extraits du rapport de Thorez, dans lequel il déclare : "il faut savoir terminer une grève". Il ajoute : "Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. Tout le monde sait que notre but reste invariablement l'instauration de la République française des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Mais ce n'est pas pour ce soir, ce n'est même pas pour demain matin". Le 12 juin, le travail reprend, après la signature d'une convention entre l'assemblée des métallos de la région parisienne et le patronat (Fauvet *et al.* 1977 : 179-180). Le 19 juin 1936, les "ligues" (Croix de feu, Jeunesses patriotiques, Solidarité française, Francistes) sont dissoutes.

La propagande anticommuniste en 1936.

Le bilan de ces cinq semaines d'action et de négociations est extrêmement positif pour les salariés : droit syndical, conventions collectives, congés payés d'un minimum de 15 jours pour un an de travail, semaine de 40 heures. Il n'en inquiète que plus la droite (Crémieux 1990, I : 102) :

> Les événements de l'été et de l'automne 1936, le succès du P.C.F. qui est sorti des élections fort de 15 % des voix et de 72 députés, les occupations d'usines, la formation d'un gouvernement de Front populaire, puis la guerre d'Espagne ont renforcé chez les possédants la double hantise du péril social et de la menace bolchevique.
>
> La guerre civile espagnole a été un formidable catalyseur des passions françaises. La presse de droite a multiplié les récits effrayants d'exactions attribuées au Frente Popular : on a imaginé "la vague rouge déferlant sur la France", l'Europe menacée. On s'est repu, plus encore qu'à gauche, de fantasmes : une propagande d'affolement a accrédité l'existence d'un complot communiste, la réalité d'un putsch préparé à Paris, puis contremandé à la dernière minute, en juin 1936 et dont l'Internationale rouge aurait tiré de Moscou les ficelles. Le ralliement des communistes français à la politique de défense nationale, loin de passer pour un facteur de cohésion, est apparu comme une menace supplémentaire : le P.C.F. était devenu en 1935, après quinze ans d'antimilitarisme, le champion du patriotisme jacobin et antinazi ; on l'a dénoncé comme le parti de l'étranger poussant à la guerre en fonction de la stratégie de Moscou.

[1] En fait, la première grève "sur le tas" (avec occupation des locaux) serait celle des émailleurs de la Société générale des fonderies de Saint-Michel-Sougland (Aisne), qui a duré cinq jours, du 8 au 12 mai 1936 (Journal 2001 : 2018-2019).

La campagne de presse qui se déchaîne contre les dangers que le communisme fait courir aux Français a souvent des accents populistes, comme cet article de Henri Béraud, dans *Gringoire* du 5 juin 1936 (cité par Bodin *et al.* 1961 : 81-82) :

> Tu aimais ton jardinet, mon brave, ton café, tes amis, ta petite auto, ton bulletin de vote, tes journaux bariolés de satires et de faits divers. Depuis toujours ton plaisir était d'en faire à ta tête, de désobéir au patron, de railler les puissants, de brûler ton bois en hiver, de te débrailler aux beaux jours et, par tous les temps, de caresser les filles en buvant ton vin sous le ciel le moins ennuyeux du monde !... Eh bien, l'ami, tu vas dire adieu à tout cela. Meneurs et chambardeurs sont d'accord au moins sur ce point qu'ils vont changer tes habitudes. Pour commencer, cher gobe-mouche, on va t'apprendre à chanter en chœur, à marcher au pas, à saluer le poing en l'air ou le bras tendu. Ensuite on te fera cadeau de beaux dortoirs hygiéniques, de vastes réfectoires à cuisines standardisées, de puissantes sirènes à plaisirs collectifs et de fameux camions à promenades en chemise. Ce sera l'affaire de quelques messieurs au sombre regard, qui se chargeront bien de mettre à l'envers une maison qu'ils n'ont pas construite. Et quand ce sera fini, mon ami, quand le tour sera joué, quand l'étranger aura pris enfin ta place, quand tu sera joué, bien battu, bien cocu, le meilleur parti que tu pourras prendre, ce sera de t'aller jeter dans l'eau, la tête la première, en disant, comme l'autre "Vous l'avez voulu, Georges Dandin, vous l'avez voulu" [1].

Chez les journalistes d'extrême droite, cette propagande associe aux communistes les Juifs et les étrangers. Henri Béraud, Charles Maurras, Xavier Vallat, parmi d'autres, signent des articles violemments xénophobes et antisémites, et stigmatisent le "cabinet juif". Par exemple, Léon Daudet écrit dans l'*Action française* du 10 octobre 1936 (cité par Bodin *et al.* 1961 : 201-202) :

> Du fait de la République, régime de l'étranger, nous subissons actuellement trois invasions : la russe, l'allemande et notamment la juive allemande, l'espagnole. La crapule de ces trois nations s'infiltre et s'installe chez nous. Elle y pille, elle y corrompt et elle y assassine. Ce mouvement immonde, et qui va en s'accélérant, annonce la guerre. Il date de loin, de l'affaire du traître Alfred Dreyfus. La domination d'un Juif rabbinique, Léon Blum, totalement étranger à nos mœurs, coutumes et façons de comprendre et de ressentir, multiplie actuellement le péril par dix.

Enfin, de son côté, la hiérarchie catholique apporte sa contribution à la campagne anticommuniste. À cette époque, l'influence de l'église catholique sur les Français est très forte (et elle le demeurera pendant l'Occupation). Reprenant les condamnations de ses prédécesseurs Pie IX [2] et Léon XIII [3], Pie XI, dans son encyclique *Divini Redemptoris* (19 mars 1937) [4], dénonce avec vigueur les dangers du communisme athée. Certes, il déplore que le libéralisme amoral ait plongé le monde actuel dans la ruine, et que, "même dans les pays catholiques, un trop grand nombre de personnes ne sont pour ainsi dire que des catholiques de nom" ("cette religion de façade, vaine et trompeuse apparence, déplaît souverainement au Divin Sauveur"). Mais le communisme est pour les catholiques un péril bien plus grave :

> La lutte entre le bien et le mal, triste héritage de la faute originelle, continua à sévir dans le monde ; l'ancien tentateur n'a jamais cessé, par ses promesses fallacieuses, de tromper le genre humain. [...] Ce péril si menaçant, vous l'avez compris, vénérables frères, c'est le communisme bolchevique et athée, qui prétend renverser l'ordre social et saper jusque dans ses fondements la civilisation chrétienne.

---

[1] "Vous l'avez voulu, vous l'avez voulu, George Dandin, vous l'avez voulu, cela vous sied fort bien, et vous voilà ajusté comme il faut ; vous avez justement ce que vous méritez". Réplique tirée de *George Dandin ou le mari confondu*, de Molière (acte I, scène VII). Les dernières paroles de George Dandin sont : "lorsqu'on a, comme moi, épousé une méchante femme, le meilleur parti qu'on puisse prendre, c'est de s'aller jeter dans l'eau la tête la première" (acte III, scène VIII).

[2] "Cette doctrine néfaste qu'on nomme le communisme, radicalement contraire au droit naturel lui-même ; pareille doctrine, une fois admise, serait la ruine complète de tous les droits, des institutions, des propriétés et de la société humaine elle-même". *Qui pluribus*, 9 novembre 1846.

[3] "Une peste mortelle qui s'attaque à la moelle de la société humaine et qui l'anéantirait". *Quod Apostolici muneris*, 28 décembre 1878.

[4] Consultable sur *www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclica*.

[...] Un pseudo-idéal de justice, d'égalité et de fraternité dans le travail, imprègne toute sa doctrine et toute son activité d'un certain faux mysticisme qui communique aux foules, séduites par de fallacieuses promesses, un élan et un enthousiasme contagieux, spécialement en un temps comme le nôtre, où par suite d'une mauvaise répartition des biens de ce monde règne une misère anormale. [...] Dans une telle doctrine, c'est évident, il n'y a plus de place pour l'idée de Dieu, il n'existe pas de différence entre l'esprit et la matière, ni entre l'âme et le corps : il n'y a pas de survivance de l'âme après la mort, et par conséquent nulle espérance d'une autre vie. [...]

La lutte des classes, avec ses haines et ses destructions, prend l'allure d'une croisade pour le progrès de l'humanité. [...]

En proclamant le principe de l'émancipation de la femme, il l'enlève à la vie domestique et au soin des enfants pour la jeter dans la vie publique et dans les travaux de la production collective au même titre que l'homme ; le soin du foyer et des enfants est dévolu à la collectivité. [...]

Vénérables frères, voilà le nouvel Évangile que le communisme bolchevique et athée prétend annoncer au monde, comme un message de salut et de rédemption ! Système rempli d'erreurs et de sophismes, opposé à la raison comme à la révélation divine : doctrine subversive de l'ordre social puisqu'elle en détruit les fondements mêmes, système qui méconnaît la véritable origine, la nature et la fin de l'État, ainsi que les droits de la personne humaine, sa dignité et sa liberté. [...] Le communisme est par sa nature antireligieux et considère la religion comme "l'opium du peuple", parce que les principes religieux qui parlent de la vie d'outre-tombe empêchent le prolétaire de poursuivre la réalisation du paradis soviétique, qui est de cette terre. [...]

La société civile et la personne humaine tirent leur origine de Dieu et sont par lui mutuellement ordonnées l'une à l'autre. [...] C'est Dieu qui a réglé ces rapports mutuels dans leurs lignes essentielles ; le communisme commet une usurpation injuste quand il impose, au lieu de la loi divine basée sur les principes immuables de la vérité et de la charité, un programme politique de parti, provenant de l'arbitraire humain et tout rempli de haine.

Pour illustrer le risque que le bolchevisme fait courir à la civilisation chrétienne, l'encyclique *Divini Redemptoris* s'étend sur les atrocités commises en Russie, au Mexique, et en Espagne. En ce qui concerne l'Espagne, la persécution des ecclésiastiques espagnols au début de la guerre civile est un fait avéré. Chez les Français, "les massacres des prêtres et des religieuses, perpétrés par les anarchistes et certains socialistes [espagnols] soulèvent la réprobation de l'opinion catholique" (Cholvy *et al.* 2002 : 181) ; ils contribueront à alimenter la propagande anticommuniste...

La guerre civile espagnole.

"Rarement des événements extérieurs auront autant passionné l'opinion publique française que ceux d'Espagne, avant et surtout après le pronunciamiento du général Franco en juillet 1936. Tous les Français sentent plus ou moins que leur sort est lié à celui des Espagnols. L'extrême droite et la droite font de ce qui se passe en Espagne un épouvantail pour l'opinion française : le désordre, les atrocités sont le cortège habituel de toute coalition victorieuse de type Front populaire. L'extrême gauche et la gauche lient la défense de la République en Espagne à celle de la République en France : la lutte pour le droit et la liberté est indivisible, et les frontières entre Madrid et Paris ne sont qu'apparentes" (Bodin *et al.* 1961 : 170). "Dans l'illusion lyrique de l'été 1936, les Français réagissent avec passion au choc des événements d'Espagne. À gauche, l'émotion est considérable. Elle est à la mesure des rêves et des espoirs que la stratégie victorieuse du Front populaire avait fait naître, à celle des convictions sur la certitude du socialisme pour demain. [...] [À droite,] par le biais d'associations sommaires entre Front populaire = communisme = guerre = révolution bolchevique = terreur rouge, l'Espagne est ainsi intégrée au cœur des amalgames irrationnels de la peur" (Laborie 2001a : 100,106).

La seconde république espagnole [1] a été proclamée le 14 avril 1931, après la chute de la dictature de Miguel Primo de Rivera. Son premier président fut Niceto Alcalà-Zamora, auquel a succédé en 1936 Manuel Azaña (qui avait été président du Conseil de 1931 à 1933). En 1934, les mineurs d'Oviedo (Asturies) se révoltent, et fondent la République socialiste asturienne. Pour réprimer l'insurrection, Zamora fait appel aux généraux Manuel Goded et Francisco Franco (alors adjoint technique du ministre de la guerre). La répression, d'une extrême violence, sera exécutée par des régiments de la légion étrangère (créée par Franco sur le modèle de la légion étrangère française) et des unités indigènes venues du Maroc espagnol ; il y aura 1 300 tués (dont 300 dans les forces de l'ordre), 3 000 blessés, plus 30 000 arrestations (Hermet 1989 : 65-66). "Le choix, pour l'une des trois colonnes lancées contre eux, de troupes venant du Maroc sous le commandement du colonel Yagüe, ne pouvait avoir d'autres buts que de durcir la répression et de terroriser l'adversaire" (Bennassar 2004 : 36). Cette technique sera ensuite couramment utilisée par les Franquistes.

Les 4 et 16 février 1936, les élections législatives sont remportées par le "frente popular", alliance des partis de gauche conclue à la fin de 1935. Avec 4 654 116 voix, le front populaire espagnol bat de peu le front national (coalition des droites), qui remporte 4 503 505 suffrages (les 525 714 suffrages restant allant aux formations du centre et aux listes basques). Le 18 juillet 1936, les militaires tentent un *pronunciamiento* (coup d'État) contre la République. Ses auteurs sont les adhérents de l'Union militaire espagnole (UME, créée en 1933), un groupe de jeunes officiers de droite, qui s'opposent régulièrement à l'Union des militaires républicains. Une réunion exploratoire pour la préparation du coup d'État s'était tenue le 8 mars 1936 à Madrid, à laquelle participaient les généraux Emilio Mola et Luis Orgaz, et le colonel José Varela. Le 12 juillet 1936, le lieutenant de police José Castillo, membre du parti socialiste, est assassiné ; en représailles, le 13 juillet, des policiers et des membres des jeunesses socialistes tuent le monarchiste José Calvo Sotelo. Cet assassinat précipite les choses. Le *pronunciamiento* est lancé. Il réussit au Maroc espagnol, mais, malgré quelques succès locaux, il échoue en Espagne, en raison des divisions internes à l'armée. En effet, la marine et la garde civile sont restées fidèles à la République. À Madrid, la caserne de la Montaña, où sont rassemblés les putschistes, est assiégée par la foule. Des massacres ont lieu à Madrid et à Séville. La guerre civile commence. Les conjurés anti-Républicains sont les généraux Mola, Goded, Queipo de Llano, Villegas. Le général Sanjurjo, exilé au Portugal à la suite d'une tentative manquée de coup d'état en 1932, devait prendre le commandement du soulèvement ; il se tue dans un accident d'avion. Le général Francisco Franco, chef des troupes coloniales, s'est finalement rallié à la conjuration ; il en deviendra le chef (Hermet 1989 : 89-101).

Dès les premiers jours de la guerre civile, Nationalistes et Républicains font appel à l'aide de l'étranger. Du côté des Républicains, le 19 juillet 1936, le président du Conseil José Giral demande à Léon Blum des armes et des avions. Bien que Léon Blum ait été tenté de refuser par crainte d'une guerre civile en France, l'intervention de l'Italie et de l'Allemagne aux côtés des insurgés l'amènera à donner satisfaction aux Républicains espagnols : 144 avions leur seront livrés, et l'aide soviétique sera autorisée à transiter par la France (Journal 2001 : 2024). "Dès lors, le Parti communiste et son chef seront à la pointe du combat non pour l'intervention militaire de la France mais pour l'aide sous toutes ses formes à l'Espagne républicaine" (Fauvet *et al.* 1977 : 183). Le 21 juillet, le Komintern et le Profintern (internationale syndicale) se prononcent pour une aide à la République espagnole. L'aide soviétique sera au total de 650 à 700 chars, 1 500 à 2 500 canons, 120 à 300 véhicules blindés, 15 000 mortiers d'infanterie, et environ 2 000 hommes (au maximum ; Hermet 1989 : 222-223). À la mi-octobre 1936, les premières brigades de volontaires antifascistes arrivent en Espagne ; ils constitueront les Brigades Internationales, officialisées le 27 octobre 1936. Ces volontaires proviennent de divers pays ; beaucoup sont sans expérience militaire. Ils sont regroupés par nationalités : on dénombre 10 000 à 15 000 Français, 5 000 Allemands ou Autrichiens, 3 350 Italiens, 2 800 Américains, 2 000

[1] La première République espagnole avait duré moins d'un an : proclamée le 11 février 1873, elle avait été renversée le 2 janvier 1874.

Britanniques, 1 000 Belges, Canadiens, Yougoslaves, Hongrois ou Scandinaves, plus 5 000 nationalités diverses. Chez les Français, les Allemands, les Italiens, les Autrichiens, et les Yougoslaves, on compte environ 60 % de communistes (Hermet 1989 : 229-232). On estime que les Brigades Internationales alignent environ 35 000 combattants. Leur quartier général, à Albacete, comporte de nombreux cadres communistes. D'autre part, les deux tiers des réserves d'or de la Banque d'Espagne sont transférés en URSS, à Odessa (Hermet 1989 : 225-226).

Les insurgés, eux, ont le soutien de l'Allemagne et de l'Italie. Dès la fin du mois de juillet 1936, l'Italie leur envoie des avions avec leurs équipages (les avions italiens sont alors supérieurs aux chasseurs allemands). L'aviation italienne protège les convois de troupes vers Algésiras. Les Allemands, initialement réticents, mettent sur pied, le 26 juillet 1936, l'opération "Feu magique" (*Feuerzauber*) d'aide aux Nationalistes. Au début du mois d'août, 30 Junkers 52 et 85 techniciens ("touristes") arrivent en Espagne ; d'autres livraisons (avions et chars) suivront. La Légion Condor, constituée initialement de 6 500 volontaires allemands, est créée ; sous commandement allemand, "elle revêt avant tout le caractère d'un corps aérien accompagné de ses unités de soutien ou de protection, et complété par quelques compagnies de blindés qu'il s'agit de tester". Ses effectifs atteindront 16 000 hommes à la fin de la guerre. En juillet 1936, des avions allemands transfèrent à Séville les troupes marocaines. En dépit des propositions de la France en faveur de "l'établissement de règles concertées de non-intervention dans la guerre civile" [1], l'internationalisation de la guerre s'intensifie. Nommé commandant suprême, puis chef du gouvernement en septembre 1936, Francisco Franco conclut un traité secret avec l'Italie (26 novembre 1936), et avec les troupes allemandes déjà sur place ; un corps de volontaires italiens est créé. Un petit nombre d'étrangers s'engageront dans la Légion espagnole, en particulier des catholiques irlandais et des Français, qui formeront la compagnie Jeanne d'Arc. Par ailleurs, les Nationalistes concluent un arrangement avec les compagnies pétrolières américaines et la General Motors, pour la livraison de carburant et de camions, livraisons qui seront payées plus tard, puisque seuls les Républicains disposent alors des moyens de paiement (Hermet 1989 : 106-108, 184, 205-215, 232).

La guerre civile ne prendra fin qu'avec la prise de Madrid par les Nationalistes, le 29 mars 1939. Le gouvernement Daladier avait reconnu le gouvernement nationaliste du général Franco dès le 1er mars 1939 ; le maréchal Pétain avait alors été désigné comme ambassadeur de France à Madrid. Cette guerre aura fait entre 380 000 et 550 000 victimes, auxquelles s'ajouteront environ 200 000 personnes exécutées par les Nationalistes entre 1939 et 1943 (Hermet 1989 : 277). "La guerre d'Espagne frappe moins les combattants en uniforme que les non-combattants qui succombent sur les arrières, victimes des atrocités perpétrées au début dans les deux camps, des exécutions parées plus tard d'un simulacre de jugement, des bombardements aériens, des conditions de vie imposées à la population civile ou, encore, de la répression menée par les vainqueurs dans les quatre années qui suivent le terme du conflit" (Hermet 1989 : 278). De nombreux réfugiés passeront la frontière française [2] et seront rassemblés dans des camps (Hermet 1989 : 284-285). Auparavant, les brigades internationales auront quitté l'Espagne (leur départ est célébré officiellement le 15 novembre 1938). La guerre civile aura été jalonnée de batailles mémorables (Madrid, Jarama, Belchite, Ebre, Guadalajara), dont la presse française s'est fait l'écho. Mais, plus que par l'héroïsme des combattants, l'opinion française aura été marquée par les massacres perpétrés par les deux camps, principalement pendant les premiers mois du conflit.

[1] La thèse du gouvernement français, partagée par une partie de la gauche, est que toute intervention ouverte dans le conflit accroîtrait les menaces de guerre en Europe (Bodin *et al.* 1961 : 170).

[2] Le 5 février 1939, "le gouvernement français décide d'ouvrir la frontière aux militaires républicains désarmés. Dans les jours qui suivent commence la *Retirada*, c'est-à-dire le départ en exil en France des Républicains menacés par les victoires de Franco. [...] Avec les premiers réfugiés de début février, 500 000 personnes ont fui l'Espagne" à cette date (Journal 2001 : 2053-2054).

En effet, à partir de l'été 1936, les Républicains ont lancé des campagnes "contre la superstition" : on estime à environ 7 000 le nombre de membres du clergé catholique assassinés au cours des trois années de guerre, parmi lesquels 13 évêques, 4 172 prêtres et séminaristes, 2 364 religieux et 283 religieuses [1]. Il s'attaquent aussi aux symboles de la religion : violations de sépultures, mascarades en habits sacerdotaux, incendies d'églises et de synagogues. Seul, le pays basque est épargné par les persécutions religieuses, le clergé basque ayant pris parti pour la République. Enfin, les Républicains s'en prennent aux "bourgeois" : hommes d'affaires, gros propriétaires terriens affiliés à la CONCA (syndicat agricole confessionnel), adhérents de la Phalange (organisation fasciste), catholiques notoires, et monarchistes.

De leur côté, les Nationalistes utilisent systématiquement la terreur contre leurs ennemis : comme lors de la répression de l'insurrection d'Asturie en 1934, les troupes marocaines et la légion étrangère (ramenées du Maroc par Franco) se livrent à de nombreux pillages et massacres. À Albuquerque, gros bourg rural dominé par les latifundistes (propriétaires de vastes domaines peu ou mal cultivés), les Républicains avaient arrêté 72 personnes ; lorsque les Nationalistes les eurent libérées, les exécutions de "rouges" au titre de représailles entraînèrent une pénurie locale de main-d'œuvre. Dans l'île de Majorque, des milliers de Républicains furent exécutés de sang-froid [2]. À Belchite, au moins 150 Républicains furent tués, quelques-uns après avoir été torturés. À Badajoz, ville de 40 000 habitants, les 4 000 Républicains défendaient contre les colonnes africaines commandées par le général Juan Yagüe ; après la prise de la ville le 14 août 1936, les Nationalistes exécutèrent plusieurs milliers de Républicains prisonniers, tandis que les troupes marocaines pillaient la ville. Dans la ville voisine de Nérida, les légionnaires, les Phalangistes et les "maures" assassinèrent plusieurs milliers de personnes (Hermet 1989 : 126-136 ; Seidman 2002 : 29-47 ; Bénassar 2004 : 95-98).

Enfin, l'aviation allemande de la légion Condor expérimenta sur la population basque une technique de bombardement des populations civiles, qu'elle réutilisera ultérieurement contre l'Angleterre [3]. Le dimanche 26 avril 1937, jour de marché, à cinq heures de l'après-midi, la ville de Guernica (en Biscaye) est l'objet d'un bombardement massif, sans avertissement préalable. "Agissant de façon indépendante vis-à-vis de l'état-major de Franco, les Allemands sélectionnent cette cible totalement dépourvue de protection afin d'éprouver pour la première fois leur capacité de démoralisation d'une population civile par la terreur des bombardements aériens. Une première vague d'avions largue des bombes explosives. Une deuxième vague mitraille les civils qui la fuient. La troisième achève le carnage avec des projectiles incendiaires. L'opération dure deux heures et quarante-cinq minutes. Favorisée par des conditions météorologiques excellentes, elle se solde par la mort de 1 654 des 7 000 habitants de Guernica, sans compter les 889 blessés. La Légion Condor a pu vérifier l'efficacité de sa tactique terroriste aussi bien que celle des bombes de 500 kilos, une

[1] Selon François Goguel, l'anticléricalisme virulent qui anime une partie de la population espagnole s'explique par le soutien actif que l'Église apporte traditionnellement aux partis de droite : "Comme toujours en Espagne, où l'Église pèse traditionnellement de tout son poids dans les luttes politiques en faveur des partis conservateurs, la défaite de ces derniers avait été suivie, dans beaucoup de provinces, de graves incidents, au cours desquels des prêtres avaient été molestés ou assassinés et des églises incendiées" (Goguel 1958 : 213).

[2] Ce massacre suscita l'indignation de l'écrivain catholique Georges Bernanos (*Les grands cimetières sous la lune*), qui était pourtant *a priori* favorable aux Nationalistes.

[3] En fait, c'est l'aviation italienne qui avait inauguré les raids de terreur, en bombardant des populations civiles à Durango, également au pays basque, le 31 mars 1937. L'aviation franquiste a appliqué cette technique le 30 janvier 1938 sur la capitale de la Catalogne, Barcelone, faisant 155 morts ; l'aviation italienne y fera environ 3 000 morts du 16 au 19 mars 1938. Les Allemands ont utilisé à nouveau cette technique dans la bataille d'Angleterre (bombardement de Coventry, nuit du 14 au 15 novembre 1940), puis les Alliés ont procédé à leur tour à des "bombardements stratégiques" sur Hambourg (24-30 juillet 1943) et sur Dresde (13-14 février 1945). L'objectif de ce *moral bombing* est de "terroriser les civils pour provoquer leur effondrement moral" (Laborie 2006 : 25-26, 44, 54-56).

nouveauté pour l'époque. Guernica dont le centre est rasé tombe sans combat deux jours plus tard" (Hermet 1989 : 215) [1].

Le retentissement de cet acte de terrorisme sur l'opinion française fut d'autant plus considérable que les victimes étaient des catholiques basques, et non des "rouges" espagnols. "Parmi les journaux dont l'attitude est nette et invariable, il faut citer d'un côté *L'Écho de Paris*, de l'autre *L'Humanité*. C'est à *L'Écho de Paris* et à son collaborateur le plus gradé, le général de Castelnau, qu'est due l'équation célèbre 'Frente popular = Frente crapular'." (Bodin *et al.* 1961 : 170). Dans la presse de gauche, en particulier dans *L'Humanité* et *Le Populaire*, on peut lire de nombreux articles et reportages sur les massacres nationalistes et l'héroïsme des Républicains. À droite, *L'Action Française* diffuse la version nationaliste du massacre (ce sont les "rouges" qui ont incendié la ville). Dans *Le Figaro* du 5 mai 1937, Wladimir d'Ormesson ne nie pas la matérialité de l'événement, mais impute les destructions à la fois aux bombardements et à "des brasiers allumés ici et là". Comme *Le Figaro*, le journal catholique *La Croix* adopte dans son numéro du 4 mai une position ambiguë, présentant les deux versions, nationaliste et républicaine, et concluant qu'il "est difficile de savoir ce qui s'est réellement passé". En revanche, dans le quotidien démocrate-chrétien *L'Aube* du 30 avril 1937, Georges Bidault [2] écrit : "Précisément parce que nous avons stigmatisé les horreurs commises par ceux qu'on appelle gouvernementaux, nous avons le devoir de réprouver les excès commis de l'autre côté de la barricade. [...] Pour nous, un meurtre est un meurtre, une infamie est une infamie. Commis par des blancs ou par des rouges, commis au nom de l'ordre ou au nom de la liberté, un acte vaut ce qu'il est. [...] Pendant trois heures, les avions allemands ont, dans les rues et dans les champs, tiré à la mitrailleuse sur les femmes et sur les enfants. [...] Une grande cause ne mérite pas d'être servie par de tels attentats" (cité par Rojo Hernandez 2004). Mais l'audience de ce journal est relativement faible, comparée à celles de *La Croix* et du *Figaro*. D'autres intellectuels catholiques (comme Georges Bernanos et François Mauriac), initialement favorables aux insurgés, exprimeront eux aussi leur indignation devant les massacres perpétrés par les Nationalistes et leur alliés (Bodin *et al.* 1961 : 170-188 ; Journal 2001 : 2036 ; Rojo Hernandez 2004).

"La guerre civile d'Espagne, c'est donc pour la droite et l'extrême droite un combat sans pitié entre un mal absolu, le communisme, et le bien, représenté par les Nationalistes du général Franco. La description de la terreur rouge que fait régner le communisme en Espagne conforte cette vision et renforce le sentiment qu'inspire une idéologie qui révèle ainsi son véritable visage" (Berstein *et al.* 1987 : 306). Comme l'écrivait le général de Castelnau [3] dans *L'Écho de Paris* du 26 août 1936, "c'est sous le couvert du Front populaire espagnol que se déroule sur le territoire de la péninsule la bataille entre la révolution soviétique dirigée par Moscou et ceux qui ont levé contre l'esclavage soviétique l'étendard de la révolte. [...] C'est la guerre entre la barbarie moscovite et la civilisation occidentale" (cité par Bodin *et al.* 1961 : 170-172).

Si cette propagande a vraisemblablement renforcé l'anticommunisme chez les Français, elle ne semble pas avoir amélioré l'image des Nationalistes espagnols dans l'opinion. Une enquête de l'IFOP réalisée en décembre 1938 (Supplément au numéro 3 de *Sondages*) posait la question suivante : "Pensez-vous que si le Général Franco est vainqueur en Espagne, la France aura un ennemi de plus à ses frontières ?" ; elle a recueilli 74 % de réponses positives (contre 21 % de "non" et 5 % de sans opinion ou refus de répondre).

[1] Ce massacre délibéré de la population civile a été immortalisé par le tableau de Picasso, *Guernica* (commandé par le gouvernement républicain espagnol pour l'exposition universelle de 1937).

[2] Alors éditorialiste de *L'Aube*, Georges Bidault (1889-1983) sera président du Conseil National de la Résistance (CNR), succédant à Jean Moulin arrêté par les Allemands ; après la Libération, il occupera entre autres fonctions celles de Ministre des Affaires étrangères et de Président du Conseil.

[3] Le général Édouard de Castelnau (1851-1944) est le fondateur en février 1924 de la Fédération Nationale Catholique (FNC). En 1940, désapprouvant l'armistice, estimant que le gouvernement aurait dû se replier en Afrique du Nord pour poursuivre le combat contre l'Allemagne, il a cessé toute activité politique et a pris part à la Résistance.

André Marty, "le boucher d'Albacete".

Parmi les 21 % de répondants qui désapprouvent l'entrée des communistes au CFLN, l'un des arguments avancés est "les communistes nous prendront tout, s'ils ne nous tuent pas"... "Et les personnes interrogées invoquent presqu'immanquablement la personnalité de Marty pour mieux appuyer le sentiment de terreur que ce régime leur inspire" [1]. D'ailleurs, dans ses causeries radiophoniques à la radio de Vichy, Philippe Henriot ne manque pas de raviver cette peur à de multiples occasions. Par exemple, dans ses causeries hebdomadaires de la seule année 1943, le 28 février : "Nous revoyons le boucher d'Albacète, et sa femme, terreur des prisonniers, qu'elle faisait abattre à la mitrailleuse pour se distraire, dans la cour de la caserne de Valence" (Henriot 1944a : 53) ; le 25 avril : "J'avais, à la tribune de la Chambre, dénoncé les crimes d'André Marty, et j'avais apporté la preuve de crimes particulièrement odieux dont ce sinistre personnage portait la responsabilité directe" (*ibid.* : 98) ; le 4 juillet, au général Giraud : "Aujourd'hui, c'est Marty lui-même qui vous demande à venir à Alger. Il a envie d'essuyer ses bottes de moujik d'honneur sur des uniformes de généraux" (*ibid.* : 178) ; le 24 octobre, la causerie "Du vainqueur de Verdun au boucher d'Albacete" se conclut par : "Et qui hésitait hier encore entre Giraud et le Maréchal ne peut plus hésiter aujourd'hui entre le Maréchal et André Marty" (*ibid.* : 289) ; le 7 novembre enfin, Marty, "l'homme rouge", "ce raté, cet aigri, ce révolté qui n'a pas pardonné à la société ses trois échecs à Navale", qui "avait enseigné par l'exemple l'assassinat et la terreur", vient d'arriver à Alger, et commence à mettre en marche l'épuration... (*ibid.* : 297-302, *passim*).

Pendant la guerre d'Espagne, André Marty a en effet été affublé par ses détracteurs de l'épithète infamante de "boucher d'Albacete". Cette accusation, maintes fois reprise depuis, avait paru pour la première fois dans la presse française le jeudi 11 mars 1937. Un article non signé sur trois colonnes en première page de *Candide* proclamait (cité par Michel Lefebvre, *in* Bourderon 2007 : 392) :

> "Le boucher d'Albacete". C'est ainsi que, dans la colonne internationale, on appelle le traître Marty. Sans emploi ou presque depuis la conclusion du pacte franco-soviétique [2] et le camouflage du communisme français en parti pseudo-national, André Marty a trouvé de l'embauche dès les premiers coups de feu de la guerre civile espagnole. Sur l'ordre de Moscou, l'ancien traître de la mer Noire, l'organisateur de toutes les mutineries qui ont désorganisé notre marine de 1924 à 1930, est devenu chef d'état-major politique des Brigades internationales. Le loup est devenu berger. Et c'est ainsi que s'est noué un drame effroyable.

Né à Perpignan, le 6 novembre 1886, André Marty est ingénieur mécanicien sur le torpilleur d'escadre *Protêt* en 1919, lors des mutineries des marins français qui refusent de combattre la révolution bolchevique. Il pend part à la préparation de la révolte, mais est arrêté le 16 avril, avant le déclenchement de celle-ci, le 19 avril. Seul officier parmi les mutins, avec lesquels il proclame sa solidarité, il est condamné, le 5 juillet 1919, à 20 ans de travaux forcés et d'interdiction de séjour, ainsi qu'à la dégradation militaire. Gracié le 18 juillet 1923, le "mutin de la mer Noire" est élu au comité central du PCF en janvier 1925. Après de multiples condamnations pour propagande antimilitariste et de nombreux séjours en prison, il accède en 1935 au secrétariat général de l'Internationale Communiste (*Komintern*), où il seconde Georges Dimitrov. En août 1936, l'Internationale le délègue auprès du gouvernement républicain espagnol (il parle couramment l'espagnol et le catalan) ; il est

[1] Un dessin de Ralph Soupault, dans *Je suis partout* du 29 octobre 1943, montre Marty couvert de sang à la tête des "troupes gaullistes" défilant dans Paris avec celles de l'armée rouge (reproduit dans Crémieux *et al.* 1975-1976, IV : 182).

[2] Il s'agit du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique signé par Pierre Laval le 2 mai 1935. Faisant suite à l'engagement mutuel de non-agression du 29 novembre 1932, ce pacte est d'une portée limitée : "non seulement il n'est assorti d'aucune convention militaire, mais encore son application est subordonnée à la décision du Conseil de la SDN" (Borne *et al.* 1989 : 53). Il ne sera ratifié par le Sénat qu'en mars 1936.

chargé de l'organisation des Brigades Internationales, dans lesquelles le contingent français représente plus du tiers des effectifs (selon Benassar 2004, 148). La direction des Brigades se trouve à Albacete (Murcie). Lors du retrait des Brigades Internationales, il se rend en URSS, où il arrive le 18 août 1939. Séjournant à Moscou pendant la deuxième guerre mondiale, il demandera en vain de rejoindre la Résistance française. Il est envoyé à Alger en octobre 1943, pour siéger à l'Assemblée Consultative. À cette occasion, le poste collaborationniste Radio-Paris l'attaque violemment, et ravive les souvenirs des Français sur son passé à la tête des Brigades Internationales. Exclu du PCF en décembre 1952, il meurt à Toulouse le 23 novembre 1956 (Maitron *et al.* 1990 : 8-19).

L'historien Rémi Skoultesky fait justice de l'épithète infamante associée au nom d'André Marty dans ces termes : "La légende noire la plus connue est celle des 500 brigadistes dont André Marty aurait justifié l'exécution à l'occasion d'un comité central du PCF en octobre 1937, déclarant notamment : "Mais, de toute façon, le nombre des exécutés ne dépasse pas 500, tous criminels authentiques convaincus de leurs méfaits". On la retrouve dans la plupart des ouvrages évoquant les BI, y compris les plus récents. En 1987, pourtant, Carlos Serrano prouvait que Marty n'avait pas tenu ces propos et qu'il s'agissait d'une invention de la propagande franquiste" (Bourderon 2007 : 54-55). Le journaliste Michel Lefebvre ajoute (*ibid.* : 390) : "La guerre d'Espagne a produit beaucoup de mythes qui, à coup d'approximations historiques et d'*a priori* idéologiques, sont devenus au fil des ans des vérités cent fois recopiées. Ainsi, chaque fois que l'on évoque les Brigades internationales surgit de manière automatique et très rapidement l'expression toute faite de "boucher d'Albacete" pour évoquer André Marty, l'organisateur des Brigades. Dans la légende noire de la guerre d'Espagne, il apparaît comme un des grands perdants". Marty lui-même fait été de deux cas d'exécutions capitales, dont celle du Français Gaston Delesalle.

André Marty a eu plusieurs fois l'occasion de s'expliquer sur l'exécution de ce capitaine français, qui commandait un bataillon de la quatorzième brigade internationale. Selon les déclarations qu'il a faites au Comité central du PCF le 29 octobre 1937, puis à la commission d'enquête de la Chambre des députés les 16 et 17 mars 1939, Delesalle a été arrêté en pleine bataille de Lopera (23 décembre 1936) sur ordre du général commandant la brigade. "Il est légèrement blessé à la jambe, une balle dans le mollet, c'est la blessure classique pour se faire évacuer, on constate que dès qu'il est évacué, le bataillon jusqu'alors complètement décomposé et démoralisé est complètement changé, alors qu'il n'avait jamais pu être ravitaillé normalement, on s'aperçoit que les munitions et le ravitaillement lui arrivent régulièrement. [...] Le général et le commissaire font une enquête, et on découvre tout un réseau d'espionnage dont il était l'un des chefs [...]. Il est déféré devant le tribunal, jugé pour intelligence avec l'ennemi, désorganisation en temps de guerre, et après un meeting où son bataillon dit d'en finir avec de "salop", [...] il est exécuté dans les formes régulières de l'armée espagnole, comme agent fasciste. [...] Personne ne savait qu'il avait été au 2^{e} bureau de l'armée d'Orient. Car il est clair que si on l'avait su, le commandement de l'armée espagnole ne lui aurait pas confié sans l'éprouver le commandement d'un bataillon" (cité par Lefebvre, *in* Bourderon 2007 : 393, 397-398).

La violence des attaques contre Marty n'est pas exceptionnelle pour l'époque. Mais comment celui-ci a-t-il pu cristalliser autant de haines, alors que son rôle dans les mutineries de 1919 et dans les exécutions de 1936-1937 est relativement modeste ? Un élément d'explication peut être trouvé dans le caractère d'André Marty, qui combine manque de psychologie, méfiance, rigidité, et autoritarisme (Benassar 2004 : 146-147) :

> D'emblée, André Marty, seul Français membre du secrétariat du Komintern, qui jouissait en 1936 d'un immense prestige parmi les militants d'extrême gauche, joua le premier rôle à Albacete [...]. La désignation à la tête des brigades d'André Marty fut un choix calamiteux. Même si celui-ci fut très loin d'avoir ordonné toutes les exécutions capitales dont on l'a accusé - il est responsable de la mort de Gaston Delasalle et d'une dizaine d'autres brigadistes, mais certainement pas d'exécutions systématiques. Il devait son poste à son total dévouement à la ligne du parti et non à des compétences militaires qu'il ne

possédait pas. Confondant énergie et brutalité, affligé d'une méfiance paranoïaque, il fit tant que l'image mythique du "mutin de la mer Noire" devint en Espagne celle du "boucher d'Albacete".

"Peu de destins de militants français de la première moitié du XX^{e} siècle furent aussi exceptionnels et tragiques que celui d'André Marty. Le révolutionnaire ouvriériste, nostalgique des grandes heures du prolétariat, connut la gloire en France et à l'étranger pour son action lors de la révolte de la mer Noire. Il accéda aux plus hautes fonctions où il fit preuve de qualités d'énergie soutenues par un engagement personnel total et un travail opiniâtre. Son caractère autoritaire aurait été de peu d'importance si le militant communiste n'avait pas disposé d'un pouvoir considérable, pendant la guerre d'Espagne notamment" (Maitron *et al.* 1990, 19).

La fin du Front Populaire.

Dès le début, le gouvernement de Léon Blum a commis dans le domaine économique des erreurs qui conduiront à l'éclatement du front populaire. Le 6 juin 1936, il avait écarté toute idée de dévaluation (alors que Georges Boris avait prédit l'inéluctabilité de cette mesure, et ses conséquences sur l'unité du Front populaire), pour dévaluer le franc moins de quatre mois après (Fauvet *et al.* 1977 : 181-182) : le 29 septembre 1936, la Chambre de députés vote la dévaluation du franc ; le lendemain, le Sénat avalise cette mesure (loi du 1er octobre 1936). "Il s'agit d'un échec pour le Front populaire qui s'était engagé à ne pas dévaluer mais n'a pas réussi à provoquer la reprise économique. Le 1er octobre, le franc Poincaré (65 mg d'or) est abandonné pour le franc Auriol (de 43 et 49 mg). La dévaluation s'établit entre 25 % et 35 %" (Journal 2001 : 2025). Loin d'avoir rétabli la confiance dans le franc, cette mesure a accru le déficit budgétaire (estimée à 44 milliards de francs en février 1937) [1]. Autre erreur : le gouvernement a relancé la consommation sans instaurer un contrôle des changes (espérant ainsi favoriser un retour des capitaux). "On aurait pu s'attendre à ce que la création du fonds d'égalisation fût accompagnée de l'institution du contrôle des changes : il aurait suffi pour cela que l'exportation des capitaux fût prohibée et que le fonds ne livrât de devises étrangères ou de métal que sur justification de leur emploi au paiement d'importations de marchandises ou en règlement d'opérations financières autorisées. [...] Mais les radicaux restaient attachés au principe de la liberté de circulation des capitaux" (Goguel 1958, II : 102). Huit mois plus tard, lorsque Léon Blum demande les pleins pouvoirs pour enrayer la fuite des capitaux, le Sénat s'y oppose (15-22 juin 1937) [2]. Enfin, après les mesures sociales positives prises au cours des premiers mois du Front populaire, à la mi-février 1937, Léon Blum appelle à la modération et la patience les fonctionnaires qui demandent une revalorisation de leurs traitements, et proclame la nécessité d'une pause dans les réformes sociales.

Les premières failles dans le Front populaire apparaissent rapidement : le 4 décembre 1936, les députés communistes s'abstiennent lors d'un vote de confiance, pour protester contre la non-intervention en Espagne. Mais le plus inquiétant est la détérioration du climat politique, caractérisée par une montée de la violence. Ainsi, le 16 octobre 1936, "près de Chartres, de violents incidents opposent des ouvriers agricoles grévistes et leurs employeurs [...]. Il y a 150 blessés" ; le 18 novembre 1936, le ministre de l'Intérieur, Roger Salengro, victime d'attaques diffamatoires de l'extrême droite, se suicide [3] ; le 16 mars 1937, le Parti Social Français [1] ayant organisé un rassemblement à Clichy, les

[1] D'autres dévaluations suivront, l'une (30 juin 1937) sous le premier gouvernement Blum, la suivante (5 mai 1938) sous un gouvernement Daladier (le cours du franc ne vaut plus alors que 27,5 mg d'or à 900 millièmes de fin).

[2] Léon Blum donne alors sa démission ; dans le second gouvernement de Front populaire présidé par Camille Chautemps, il sera vice-président du Conseil.

[3] Le 14 juillet 1936, *L'Action française* accuse Roger Salengro d'avoir déserté en octobre 1915, pour fournir des renseignements aux Allemands. Le 6 novembre 1936, dans *Gringoire*, Henri Béraud s'adresse au président de la République, Albert Lebrun, à propos de "l'affaire Propengro" ; dans cette lettre ouverte, il lui signale que Roger Salengro aurait été condamné à mort par contumace par un tribunal militaire. Le 13 novembre, à la Chambre des députés, Léon Blum déclare : "Il y a quelque chose qui est vrai, c'est que Roger Salengro a réellement comparu devant un conseil de guerre. Il est vrai qu'il a réellement subi une condamnation, mais c'est un conseil allemand qui l'a jugé comme prisonnier et

forces de l'ordre tirent sur les contre-manifestants (socialistes et communistes), faisant 5 morts et 107 blessés (dont le directeur de cabinet de Léon Blum) [2] ; le 25 avril 1937, à Lyon, le fils âgé de 7 ans d'un négociant en vins "est agressé par une douzaine de gamins, âgés de 6 à 8 ans, qui le lapident alors qu'il rentrait chez lui à bicyclette" en traversant un quartier populaire classé "difficile" (il mourra de ses blessures) ; le 9 juin 1937, les hommes de main du Comité Secret d'Action Révolutionnaire (CSAR, surnommé "la Cagoule") assassinent les frères Rosselli, militants antifascistes italiens réfugiés en France ; le 11 septembre 1937, le CSAR fait sauter les sièges de la Confédération générale du patronat français et de l'Union des industries métallurgiques et minières pour faire croire à un complot communiste visant à renverser la République (Journal 2001 : 2026-2035, *passim*).

En parallèle, les initiatives politiques anticommunistes se développent. Le 13 avril 1937, l'ancien ministre Pierre Laval, craignant un soulèvement communiste, prend contact avec Franco dans la perspective d'une action commune (en relation avec Doriot, La Rocque, et Pétain). "M. Laval estime que le salut de la France réside dans un gouvernement Pétain et que le Maréchal est prêt à assumer ses responsabilités" (Kupferman 1987 : 189). Le 7 mai 1937, Jacques Doriot [3] propose la création d'un Front de la liberté, dont le PPF serait le noyau, destiné à lutter contre le communisme : il faut "qu'au Front populaire, dirigé par Moscou, nous opposions le Front de la liberté, dirigé par les Français, et une fois de plus le pays sera sauvé" (cité par Berstein *et al.* 1987 : 335). D'autre part, le gouvernement durcit sa position à l'égard des revendications ouvrières : fin décembre 1937, "le ministre de l'intérieur Marx Dormoy fait encercler par 600 gardes mobiles l'usine Goodrich (Colombes) occupée par les 2 000 ouvriers de l'entreprise qui protestent contre l'accélération des cadences et le licenciement d'un militant. Le 8 janvier suivant, les ouvriers reprennent le travail. Le conflit a accentué la division entre l'aile modérée du Front populaire (la droite du radicalisme) et son aile révolutionnaire, hâtant sa désagrégation". Le 13 janvier, Camille Chautemps et Léon Blum démissionnent ; "la coalition de Front populaire a vécu". Un second gouvernement Chautemps, formé presque exclusivement de radicaux, sera formé le 18 janvier (Journal 2001 : 2037-2038).

"Ce sont, naturellement, les radicaux qui donneront le coup de grâce au Front populaire, en trois temps, à un mois de distance : le 21 août [1938], au nom des premières dérogations aux quarante heures ; le 29 septembre : signature de l'accord de Munich ; le 26 octobre : proclamation de la rupture officielle au congrès de Marseille" (Fauvet *et al.* 1977 : 207). En effet, les mois qui suivent la démission de Léon Blum sont marqués par la remise en cause de certains acquis sociaux du Front populaire. Des décrets-lois [4] sont promulgués, "aménageant" la loi des 40 heures (2 mai 1938), allongeant le temps de travail dans les entreprises qui intéressent la défense nationale (21 août 1938), et enfin (12 novembre 1938) "assouplissant" la semaine de quarante heures, modifiant la réglementation des heures supplémentaires, majorant les impôts sur le revenu. La semaine de quarante-cinq heures sera instaurée le 21 avril 1939. Ces mesures suscitent naturellement des "mouvements sociaux". Dans la métallurgie, à la fin du mois de mars 1938, une grève rassemble près de 100 000 métallurgistes demandant la reconduction des conventions collectives. Le 24 novembre 1938, les usines Renault (à Billancourt) sont en grève avec occupation des locaux pour protester

---

qui l'a condamné. [...] Qu'avait-il fait ? Il avait déterminé ses camarades de captivité à refuser le travail dans une fonderie". Bien que la Chambre ait repoussé les accusations de *Gringoire* par une forte majorité, Salengro se suicidait à son domicile quatre jours après (Bodin *et al.* 1961 : 210-215). "Un crime de plus à l'actif du fascisme", dira Maurice Thorez (Fauvet *et al.* 1977 : 188).

[1] Après leur dissolution le 18 juin 1936, les Croix-de-Feu du colonel de La Roque ont pris le nom de Parti Social Français.

[2] Il y aura en outre 257 blessés parmi les policiers, ce qui donne la mesure de la violence des affrontements.

[3] Jacques Doriot (1898-1945) a d'abord été un militant du PCF. Député communiste de Saint-Denis, puis exclu du PCF parce qu'en désaccord avec la ligne prônée par Maurice Thorez, il fonde en 1936 le Parti Populaire Français (PPF) sur le modèle du parti fasciste italien. Devenu farouchement anticommuniste, il sera un partisan de la collaboration avec l'Allemagne et combattra sur le front de l'Est entre 1941 et 1943 (voir *Cahier* n° 9). Il mourra en Allemagne en février 1945, dans des conditions mal élucidées.

[4] Un décret-loi est un décret pris par le gouvernement sans en référer au Parlement ; il a force de loi sous réserve d'être ratifié ultérieurement par celui-ci. Cette procédure d'urgence n'est généralement utilisée qu'en cas de crise grave.

contre les décrets-lois ; la police donne l'assaut pour faire évacuer les bâtiments ; dans le Nord, les chemins de fer miniers sont réquisitionnés. Le 30 novembre, la grève initiée par la CGT est un échec ; "Les grévistes font l'objet de sanctions et de poursuites, il y aura des milliers de licenciés" (Journal 2001 : 2041-2051, *passim*). "Le gouvernement ne fait pas que parler ; il agit, réquisitionne et réprime. La grève échoue" (Fauvet *et al.* 1977 : 217).

La signature des accords de Munich approfondit la scission entre les communistes et leurs anciens alliés. Le compromis signé le 30 septembre 1938 à Munich entre l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne et la France entérine l'annexion par Hitler d'une partie de la Tchécoslovaquie (que la France et la Grande-Bretagne s'étaient engagées à soutenir militairement) ; en contrepartie, le risque d'une guerre avec l'Allemagne est écarté dans l'immédiat. Artisan, selon ses propres mots, de cette "immense défaite diplomatique", le président du Conseil Édouard Daladier est accueilli triomphalement à son retour, et largement plébiscité par l'opinion publique [1]. Mais la plupart des partis et mouvements politiques sont divisés entre pro- et anti-munichois. Seul, le Parti communiste s'y oppose dans sa totalité (Journal 2001 : 2048-2050).

La CGT appelle à une grève générale de vingt-quatre heures contre la politique économique du gouvernement pour le 30 novembre 1938 ; c'est un échec [2]. Pour François Goguel, "la raison principale de l'avortement de la grève du 30 novembre fut sans doute la lassitude croissante qu'éprouvait à l'égard des conflits sociaux la masse des travailleurs. En 1936, ils avaient cru pendant quelques jours que le capitalisme était sur le point de s'effondrer, et que leur condition allait être radicalement transformée". Il ajoute : "L'échec de la tentative de grève générale du 30 novembre 1938 eut un effet psychologique considérable. La décadence du Front populaire était désormais patente. La mystique qu'on avait essayé de ranimer dans les masses était devenue trop faible pour les pousser à l'action. Les travailleurs n'avaient plus une confiance entière dans les partis politiques qui leur avaient promis, en 1936, l'ouverture d'une ère nouvelle dans leur vie professionnelle et sociale. La hausse des prix avait annulé presque complètement l'effet des relèvements de salaires de 1936 et 1937 ; l'insuccès des mesures par lesquelles les gouvernements de Front populaire avaient tenté de mette fin au marasme économique avait prolongé le chômage, donc l'insécurité de la condition prolétarienne. Lassitude et scepticisme dominaient, deux ans et demi après les élections d'avril-mai 1936, dans les éléments d'extrême gauche de l'esprit public" (Goguel 1958, II : 165, 134).

"À beaucoup d'égards, la grève organisée par la C.G.T. les 30 novembre 1938 et appuyée par le Parti communiste et le Parti socialiste représente le moment de la rupture la plus nette entre le Parti communiste et la société française avant le pacte germano-soviétique. Sans doute la vague anticommuniste monte-t-elle depuis la victoire électorale du Front populaire. Les adversaires du communisme dénoncent avec passion ses desseins cachés, ses liens avec Moscou, ses projets de subversion de la société française, son bellicisme, ses visées révolutionnaires. Non sans convaincre une part croissante de l'opinion". La campagne du PCF contre les accords de Munich étaye l'accusation de bellicisme ; la grève du 30 novembre apparaît comme une tentative de subversion. À l'annonce de la consigne de grève, *La Relève*, organe des Jeunesses radicales, titre : "Le Parti communiste prépare la guerre civile". Le 29 novembre, le juriste Gaston Jèze écrit dans *L'Ère Nouvelle*, : "*La CGT contre le régime*. L'ordre de grève générale lancé par la CGT pour mercredi

[1] Selon une enquête de l'IFOP réalisée immédiatement après le retour de Daladier, 57 % des personnes interrogées approuvent l'accord de Munich, 37 % les estiment néfastes (*Sondages*, 1 : 7). Toutefois, elles demeurent conscientes que tout risque de guerre n'est pas écarté pour autant. À la question : "L'Allemagne vient de prendre la Tchécoslovaquie, l'Italie occupe l'Albanie. Pensez-vous que ces annexions sont dangereuses pour la France ?"; 77 % répondent par l'affirmative, contre 18 % de "non" et 5 % d'abstentions. Mais seulement 37 % pensent que "nous serons inévitablement entraînés dans cette guerre cette année ou l'an prochain" (Supplément au numéro 1 de *Sondages* : VI).

[2] Dès le 26 novembre, le gouvernement Daladier a réquisitionné les cheminots, et menacé de sanctions les fonctionnaires en grève ; le lendemain, dans une allocution radiodiffusée, "il affirme la résolution du gouvernement à accomplir avec fermeté son devoir envers la nation" (Journal 2001 : 2051).

prochain est, en fait, un appel à l'insurrection contre le régime politique du pays. La guerre politique et sociale est engagée !". Au lendemain de la grève, Daladier est proclamé "le vainqueur du communisme, le sauveur de la République. Désormais les communistes font figure de putschistes vaincus et toutes les rancunes, les terreurs, les soupçons accumulés depuis 1936 se donnent libre cours" (Berstein *et al.* 1987 : 328-329). Si les socialistes s'abstiennent d'attaquer les communistes français, ils s'élèvent contre les procès de Moscou et la politique intérieure de Staline. Chez les radicaux, le courant anticommuniste conquiert la direction du parti. Chez les catholiques, à l'exception de quelques intellectuels, le rejet est général. Enfin, "à droite, l'anticommunisme croît d'autant plus qu'il existe une véritable surenchère entre la droite traditionnelle, représentée au parlement, et la nouvelle droite populiste du parti social du colonel de La Roque, ou fascisante du parti populaire français de Jacques Doriot, qui entendent assurer la relève de la première" (Berstein *et al.* 1987 : 329-334). Le 17 décembre 1938, un appel signé par 430 journaux demande au parlement "de mettre fin aux menées étrangères sur notre territoire", c'est à dire d'interdire et de dissoudre le parti communiste.

Le pacte de non agression germano-soviétique et la répression anticommuniste.

La conclusion du pacte germano-soviétique en août 1939 accroîtra encore la force du courant anticommuniste chez les Français. Dans la perspective du développement de l'"espace vital" allemand (*Lebensraum*), les projets initiaux d'expansion territoriale d'Adolf Hitler visaient en priorité l'URSS ; la Pologne devait servir de rempart contre le bolchevisme, ou jouer le rôle d'un allié provisoire dans la croisade vers l'Est. Le 26 janvier 1934, l'Allemagne et la Pologne signent un pacte de non-agression pour une durée de dix ans. Dans les années qui suivent, une certaine coopération se développe entre les deux pays. Toutefois, la réticence des Polonais concernant le "corridor de Dantzig" [1] conduit Hitler à donner, en avril 1939, l'ordre de préparer un plan d'action contre la Pologne (*Fall weiss*, "plan blanc") devant pouvoir être mis en œuvre dès septembre 1939. Le 6 avril 1939, la Pologne signe avec la Grande-Bretagne un traité provisoire d'assistance. Le 18 avril 1939, l'URSS propose aux puissances occidentales la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle contre tout agresseur ; les négociations échouent en raison du refus de la Pologne de laisser (le cas échéant) les troupes soviétiques traverser son territoire [2]. Le 23 août 1939, Ribbentrop signe à Moscou le pacte de non-agression germano-soviétique, pour une durée de dix ans. Selon cet accord, l'Allemagne et l'URSS s'engagent mutuellement, en cas de guerre, à ne pas soutenir l'agresseur de l'une ou de l'autre. Hitler peut alors envisager l'invasion de la Pologne, ce qu'il réalisera le 1er septembre 1939, déclenchant ainsi la seconde guerre mondiale (Kaspi *et al.* 2010 : 25-37).

Le pacte signé entre l'Allemagne nazie et l'Union Soviétique déconcerte et démobilise les militants communistes et les sympathisants. Les dirigeants du PCF, qui n'étaient pas au courant des négociations secrètes entre Ribbentrop et Molotov, sont pris de court. Ils tentent de faire face à ce retournement imprévu de l'Internationale communiste, improvisant des explications embarrassées à tonalité pacifiste. Mais les masses ne laissent pas convaincre. Selon Jean-Louis Crémieux-Brilhac (Crémieux 1990, II : 236) :

> Le pacte germano-soviétique tombe sur les ouvriers, le 23 août 1939, comme un coup de masse. Dans leur grande majorité, ils se sentent trahis. Trahis plus que quiconque. [...]

[1] Zone majoritairement allemande située entre la Prusse et la Poméranie, enlevée à l'Allemagne par le traité de Versailles (qui met fin à la guerre de 1914-1918) afin d'offrir à la Pologne un débouché sur la mer Baltique, et administrée par la Société des Nations.

[2] D'autres facteurs ont pu jouer, parmi lesquels des considérations stratégiques. Les "procès de Moscou" et les purges dans l'armée ont privé l'armée rouge de nombreux cadres, dont certains de grande valeur, comme le maréchal Tchoukhatchevski ; "l'état-major français et les analystes politiques considèrent dès lors que l'armée rouge décapitée n'est plus en mesure de rivaliser avec la Wehrmacht" (Journal 2001 : 2034).

Pendant trois jours, la presse communiste cherche à les entretenir dans l'espoir que le pacte est conciliable avec le maintien de la solidarité franco-soviétique. Pendant huit jours, il se trouve des militants pour distribuer des tracts justifiant le pacte comme une contribution à la paix. "Si Staline a fait ça, c'est qu'il a ses raisons", explique à sa fille le fidèle Dutilleul, trésorier du parti. Mais il faut avoir la foi du charbonnier pour ne pas douter. Les distributeurs de tracts risquent d'être lynchés. Les réunions d'explications avec les militants sont houleuses. Dans le Pas-de-Calais, Lecœur, secrétaire de la Fédération départementale communiste, est isolé, malmené, accueilli à Nœux-les-Mines par une bordée d'injures : il voit à Auchel, dans un local du parti, le portrait de Thorez couvert de croix gammées ; dans le Nord, la combattante de choc Martha Desrumeaux, qui un mois plus tard, organisera le passage de Thorez en Belgique, est prise à partie, une militante lui crache au visage. Un militant de Chatellerault se souvient : "Moi, j'en ai eu le souffle coupé...les autres nous tournaient le dos à la Manu [1]... ." "Je ne pouvais plus parler à personne, raconte un autre, on nous montrait du doigt.

Le gouvernement réagit aussitôt : le 25 août 1939, un décret autorise la suspension des publications de nature à nuire à la défense nationale ; le 26, *L'Humanité* et *Ce soir*, "qui ont salué la signature du pacte germano-soviétique comme un acte contribuant au maintien de la paix", sont saisis. Le 27, tous les journaux communistes sont suspendus. Le 28 août, le gouvernement institue la censure de la presse [2]. Enfin, le 30 août 1939, une information judiciaire est diligentée contre les dirigeants communistes (Journal 2001 : 2058-2059). Naturellement, ce pacte a pour effet d'alimenter encore le courant anticommuniste, comme le note Jean-Louis Crémieux-Brilhac (Crémieux 1990, I : 66-67, *passim*) :

Le choc du pacte germano-soviétique a brusquement renforcé et comme relancé la cohésion nationale, contre Moscou, cette fois. Car ni l'opinion publique, ni même les ministres n'ont rien su de la réalité des négociations militaires avec Moscou ; le cynique retournement russe a toutes les apparences d'une trahison sans excuse. L'indignation est quasi générale et Daladier l'exploite sans tarder. Les journaux de droite les plus réservés jusqu'alors devant l'alliance russe, ceux qui souhaitaient la limiter à une alliance croupion, renchérissent à l'envi [...]. C'est à gauche, dans les milieux les plus attachés au rapprochement franco-soviétique au nom de l'antifascisme, que la déception est au contraire la plus rude. [...] Le P.C.F. est décontenancé. Ses porte-parole ont d'abord voulu croire que le pacte Hitler-Staline était compatible avec l'alliance franco-russe. [...] Le 26 [août 1939], *L'Humanité*, dans son dernier numéro, s'applique encore [...] à concilier son antifascisme et son soutien à la politique russe. [...] Elle titre en même temps sur six colonnes : "Union de la nation française contre l'agresseur hitlérien." Et son rédacteur en chef-adjoint, Darnar, déclare : "Si Hitler ose le geste qu'il médite, les communistes français seront au premier rang des défenseurs de l'indépendance des peuples, de la démocratie et de la France républicaine menacée."

Cependant, Daladier n'attend pas pour frapper : *Ce soir* est saisi le 25 au soir, *L'Humanité* le 26 au matin, ils ne reparaîtront plus. 159 journaux quotidiens ou hebdomadaires communistes ou sympathisants sont suspendus. Les premiers mandats d'arrêt sont lancés contre les militants accusés de provocation de militaires à la désobéissance - en fait coupables de justifier le pacte germano-soviétique.

Léon Blum est à peu près le seul à protester "au nom de la Défense nationale" : "Ces milliers de travailleurs sont-ils de mauvais Français, de mauvais patriotes... On sait bien qu'ils mourront comme les autres." Il a raison. La répression lancée par Daladier n'est nullement, à cette date, une opération de sécurité nationale. [...] C'est surtout, et d'abord, une opération de politique intérieure.

La "drôle de guerre" et l'intensification de la propagande anticommuniste.

Le 1er septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne, pays auquel la France et la Grande-Bretagne ont promis leur aide en cas d'agression. Le gouvernement français décrète la mobilisation générale et l'état de siège. Le 3 septembre, La Grande-Bretagne et la France se déclarent en guerre

[1] Il s'agit de la Manufacture d'Armes de Châtellerault.

[2] En outre, le décret du 15 décembre 1938 entre en application. Il donne aux autorités militaires le pouvoir de saisir tout poste récepteur privé "dans l'intérêt de la défense nationale" (Journal 2001 : 2059).

contre l'Allemagne. On entre alors dans la "drôle de guerre" : "La France est en guerre mais elle ne la fait pas. [...] En fait, la France est déjà la victime inconsciente de la contradiction qui la conduira au plus grand désastre de son histoire. Ses dirigeants ont mis une stratégie défensive au service d'une diplomatie offensive ; ils ont pris des engagements qu'ils ne peuvent tenir, autrement que l'arme au pied. Il n'est pas vrai que les peuples ont toujours les gouvernements qu'ils méritent. Sans enthousiasme, mais avec une gravité réfléchie, des millions d'hommes ont quitté leur foyer, simplement parce qu'il fallait en finir. Mais le gouvernement, profondément divisé, n'a pas encore commencé à définir clairement ses buts de guerre... ou de paix. Son chef n'est résolu ni à l'une ni à l'autre ; l'homme de la facilité, il attend de voir de quel côté penchera le destin dont, à aucun moment, il ne se figure qu'il pourrait être le maître. Faute de livrer bataille à l'ennemi de l'extérieur, le gouvernement fait sans plus de hâte la guerre à l'adversaire de l'intérieur" (Fauvet *et al.* 1977 : 241).

En effet, comme le rappelle Jean-Louis Crémieux-Brilhac (Crémieux 1990, I : 346-347) :

> L'ennemi intérieur n° 1, c'est le communisme.
>
> La campagne contre l'ennemi intérieur communiste n'est pas nouvelle, mais la "drôle de guerre" la ravive : les provocations du P.C.F. en font une campagne de dénonciation et de haine qui s'amplifie en octobre-novembre 1939, fléchit en décembre, va *crescendo* jusqu'à la mi-mars. Le gouvernement l'a cautionnée en poursuivant les élus communistes et en faisant planer sur eux l'accusation d'intelligence avec l'ennemi ; il a, dans un premier temps, freiné les excès de la presse et cherchera toujours à éviter que la suspicion ne s'étende à toute la classe ouvrière, mais il juge avantageux de disposer d'un bouc émissaire, et le feu vert une fois donné à la campagne, il n'a plus guère de moyens de l'arrêter. [...]
>
> Car la campagne anticommuniste est, à partir d'octobre 1939, un fait de presse qui déferle sur le pays entier, avec souvent plus d'acharnement à l'échelon local où l'on entend régler de vieux comptes. Des journaux de toutes tendances y participent, encore qu'avec une intensité inégale. Les pacifistes de la S.F.I.O. et les feuilles locales socialistes ou syndicales appellent à la danse du scalp là où les frères ennemis communistes les avaient supplantés. Le presse radicale, très conservatrice même si elle se réclame des grands principes, fait souvent chorus. Son meilleur quotidien régional, *La Dépêche de Toulouse*, proche du ministre de l'Intérieur, se joint à l'occasion au concert [...].
>
> Les feuilles catholiques associent les communistes au "slavisme athée" et aux méfaits des rouges qui détruisent les églises et fusillent les prêtres. L'extrême droite ne connaît plus de bornes. Si la réprobation à l'égard des communistes est unanime, la dénonciation violente et haineuse n'est cependant pas générale. Les grands journaux d'information comme *Paris-Soir* ou, à un moindre degré, *Le Petit Parisien* ne s'y associent pas ou font preuve d'une grande retenue, de même que les journaux de doctrine ou de réflexion rebelles aux emportements passionnels ou peu enclins à céder à la diversion (*Le Populaire*, *Le Figaro*, *L'Époque*). *Grosso modo*, le quart de la presse quotidienne parisienne (en tirages) et peut-être la moitié des titres de la presse régionale et locale auront participé avec virulence à une véritable opération de conditionnement des esprits contre l'ennemi communiste, voué par certains au poteau.

Le pacte germano-soviétique a placé les partis communistes dans une position inconfortable ; pourtant, selon l'historien Marc Lazar, "ceux-ci, avec l'approbation de Moscou, continuent sur leur lancée : l'Allemagne nazie demeure l'ennemi principal, et le patriotisme reste de mise. Les PC européens poursuivent leur dénonciation du bellicisme hitlérien et se déclarent prêts à défendre leurs pays : ainsi, en France, le 2 septembre [1939], les députés communistes votent les crédits de guerre". Mais Staline "qualifie la guerre d'impérialiste et exige que la propagande et l'action antifascistes soient fortement atténuées afin de ne pas indisposer le nouvel allié" (Azéma *et al.* 1995 : 628-629). Le pacte d'amitié et de délimitation des frontières, signé le 28 septembre 1939 entre l'URSS et le Reich, ne peut qu'augmenter l'inconfort des communistes français. À la fin de l'année 1939, "le trouble des militants, la désorganisation de l'activité du parti et la répression provoquent une chute spectaculaire des effectifs qui passent de 270 000 personnes avant la déclaration de guerre à moins de 10 000 pendant la 'drôle de guerre'." (*ibid.*, 631).

Parmi les militants communistes désorientés par la signature du pacte, quelques-uns ont démissionné avec fracas, beaucoup ont quitté discrètement le Parti. Mais "ce ne fut pas le pacte germano-soviétique qui a provoqué les défections les plus nombreuses - d'autant que le Parti communiste affirmait que son approbation du pacte n'était pas contradictoire avec une volonté de défense nationale -, les grandes vagues de départ ont eu lieu à la suite de l'entrée de l'Armée rouge en Pologne, le 17 septembre 1939, et lors de l'agression de la Finlande le 30 novembre 1939" (Berstein *et al.* 1987 : 341). Quant à l'opinion publique, elle rejette le communisme "avec au moins autant sinon plus d'indignation, que le bolchevisme des années 1917" ; mais "en définitive, la composante la plus importante de l'anticommunisme dans cette période n'est plus la crainte du communisme, crainte en grande partie évanouie, d'autant que les militants communistes ont rejoint leurs unités et s'y comportent normalement, que, sauf cas tous à fait isolés, il n'y a pas eu de sabotages dans les entreprises" [1] (Berstein *et al.* 1987 : 342-345).

Le décret-loi du 26 septembre 1939 dissout "de plein droit le Parti communiste, toutes associations, toutes organisations et tous groupements de fait qui s'y rattachent et tous ceux qui, affiliés ou non à ce parti, se conforment dans l'exercice de leur activité à des mots d'ordre relevant de la III^{e} Internationale" (Fauvet *et al.* 1977 : 228-229). Le 29 septembre, sur les 72 députés communistes, 51, dont Arthur Ramette et Florimond Bonte, forment le Groupe ouvrier et paysan [2]. Le 5 octobre 1939, des mandats d'arrêt sont lancés contre les membres de ce groupe. À l'exception des élus mobilisés sous les drapeaux, tous ceux qui n'ont pu se mettre à l'abri à temps sont arrêtés. Quelques-uns ont opté pour la clandestinité (Florimond Bonte [3], Gabriel Bonte, Jean Cathelas, Jacques Duclos, Émile Dutilleul, Gaston Monmousseau, Arthur Ramette, Albert Rigal, Charles Tillon) ; la troisième internationale organise la désertion et l'exfiltration par la Belgique de Maurice Thorez, alors mobilisé, et qui souhaitait demeurer à son poste, conformément au mot d'ordre du parti [4]. Le 18 novembre 1939, un décret "relatif aux mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la Défense nationale" est promulgué, qui vise en fait les antifascistes réfugiés en France et les communistes. Le 10 janvier 1940, quatre députés communistes alors sous les drapeaux, non membres du "groupe ouvrier et paysan" et donc non poursuivis, en permission régulière, siègent en uniforme à la Chambre des députés (Fernand Grenier, Raymond Guyot, André Mercier, Charles Michels) ; refusant de se lever pour un hommage aux armées de la République, ils sont pris à partie et roués de coups par leurs collègues. Le 16 et le 19 janvier 1940, les débats à l'Assemblée et au Sénat aboutissent au vote sur la déchéance des parlementaires communistes ; le 20 février, la Chambre établit la liste des exclus, au cours d'"un débat pénible et même un peu répugnant". Avec la multiplication des arrestations et des défections, de 270 000 adhérents à l'été 1939, le parti communiste ne conserve plus alors que quelques milliers de militants fidèles (Fauvet *et al.* 1977 : 243-260 ; Journal 2001 : 2062-2064).

Pendant la "drôle de guerre", la répression anticommuniste s'aggrave. Les prises de position du Parti, censées attenter à la Défense nationale, appellent cette répression. "La diffusion systématique de tracts contestataires commence à la mi-octobre [1939] ; certains, sous le couvert de défense des droits ouvriers, recommandent des arrêts de travail dans les usines. Le 26 octobre paraît le premier numéro clandestin de *L'Humanité* : ce n'est qu'une feuille recto verso de petit format, dactylographiée et polycopiée pauvrement, mais sa seule existence est un défi [..], et son contenu est un autre défi"

[1] Parmi ces cas isolés, on compte le sabotage de moteurs d'avions, aux usines Farman, par trois membres des Jeunesses communistes, qui seront condamnés à mort et exécutés (Fauvet *et al.* 1977 : 262). En février 1940, un appel émanant de la direction du PC clandestin appelle au sabotage des fabrications de guerre (Crémieux 1990, II : 274).
[2] Les 21 autres, démissionnaires du PCF, créeront en décembre 1939 l'Union populaire française (Journal 2001 : 2062).
[3] Le 30 novembre 1939, jour de la rentrée parlementaire, Florimond Bonte s'introduit clandestinement à l'Assemblée nationale, dans l'intention d'y prononcer un discours rédigé par Benoît Frachon ; aperçu par plusieurs députés de droite (dont Jean Chiappe), il est arrêté avant d'avoir pu prendre la parole (Fauvet *et al.* 1977 : 253-254).
[4] Mot d'ordre qui s'inspire de la consigne générale qu'avait donnée Lénine : "le soldat communiste part pour toute guerre, même à une guerre réactionnaire, pour y poursuivre la lutte contre la guerre".

(Crémieux 1990, I : 179). Son deuxième numéro dénonce "une guerre de brigands capitalistes qui se disputent les territoires et les profits en faisant massacrer les peuples. [...] Dans tous les pays belligérants, les grands capitalistes jouent le même rôle. Pour leur profit, ils poussent au massacre des millions d'hommes" (*fac simile in* Crémieux 1990, II : 368). Lorsque, le 10 mai 1940, l'armée allemande envahit la Hollande, la Belgique et le Luxembourg, *L'Humanité* clandestine du 15 mai 1940 déclare : "Quand deux gangsters se battent entre eux, les honnêtes gens n'ont pas à secourir l'un d'eux, sous prétexte que l'autre lui a porté un coup "irrégulier". Ils s'efforcent au contraire de profiter de l'occasion pour les mettre tous deux hors d'état de nuire. [...] Il faut mater les gangsters impérialistes" (cité par Fauvet *et al.* 1977 : 269). Les "gangsters impérialistes" sont naturellement Hitler, Churchill et Reynaud.

Cette dénonciation d'une guerre impérialiste, au lieu d'une guerre antifasciste (à laquelle s'ajoute l'appel à une "paix immédiate"), risque évidemment de nuire à l'effort de guerre, même si celle-ci n'a toujours pas réellement commencé sur le terrain. Le préfet de police de Paris, Langeron, appuyé par le général Héring, gouverneur militaire de Paris, demande "la création d'un camp spécial où seraient maintenus, pour la durée des hostilités, les individus particulièrement connus des services de police comme propagateurs des instructions de la III^{e} internationale". Le décret du 18 novembre 1939 permet d'assigner à résidence dans un autre département ou d'interner "toute personne réputée dangereuse pour la défense nationale". Le décret-loi Sérol (9 avril 1940) rend passible de la peine de mort "tout Français qui aura participé sciemment à une entreprise de démoralisation de l'armée ou de la nation ayant pour objet de nuire à la défense nationale". À ces mesures répressives s'ajoute l'"épuration" des services publics.

Le procès à huis clos des 44 parlementaires communistes inculpés le 5 octobre 1939 se tient du 29 mars au 3 avril 1940, devant le troisième tribunal militaire permanent de Paris, siégeant dans la salle de la cour d'assises ; 35 sont effectivement présents. On les accuse d'"avoir participé à une activité ayant pour objet de propager les mots d'ordre de la III^{e} Internationale". Ils sont pour la plupart condamnés à cinq ans de prison et cinq ans de privation des droits civiques ; les anciens combattants mutilés de guerre (décorés de la légion d'honneur) et ceux qui ont désapprouvé la politique du Parti écopent de quatre ans de prison avec sursis. Selon le ministre de l'Intérieur Albert Sarrault, à cette date, 2 718 élus communistes ont été déchus de leur mandat, et 3 400 militants ont été arrêtés (Fauvet *et al.* 1977 : 262-266 ; Journal 2001 : 2065). Globalement, le bilan de la répression des "menées hitléro-communistes" se monte, au 31 mai 1940, à 14 913 perquisitions et 5 553 arrestations. "Le total des communistes ou assimilés de nationalité française, frappés de peines judiciaires ou de décisions administratives privatives de la liberté [...] a vraisemblablement approché 5 500 personnes, compte tenu des jugements intervenus après l'armistice. À ce nombre s'ajoute l'important effectif des étrangers internés, dont le sort et les conditions de détention ont souvent différé selon qu'ils étaient ou non présumés communistes" (Crémieux 1990, I : 189-197).

Le thème central de la campagne anticommuniste est l'accusation de trahison au profit de l'Allemagne. L'argumentation, analysée par Pierre Laborie à propos du *Journal du Lot*, est que les communistes sabotent la défense nationale au profit de l'URSS, complice de l'Allemagne ; donc, ils trahissent au profit de l'Allemagne (cité par Crémieux 1990, I : 347). Cette argumentation est reprise par la majorité de la presse de droite ou modérée. Mais les attaques les plus virulentes se trouvent dans l'hebdomadaire *Gringoire*. Mélange d'informations vraies, obtenues auprès des services de police et d'un mouchard communiste, et "d'inventions affriolantes autant qu'affolantes, servies avec les apparences d'une information indubitable". On y apprend que Thorez est un agent de l'état-major allemand, que les soviets cherchent à vendre un stock de platine pour financer la propagande allemande en France, que le PC prépare une offensive intérieure qui doit se combiner avec l'attaque allemande, etc. L'ennemi principal pour *Gringoire* n'est pas l'Allemand, mais "les traîtres communistes" (Crémieux 1990, I : 350-354).

Le Parti communiste sous l'occupation.

"Qu'ils aient accepté d'être mobilisés ou qu'ils aient très tôt opté pour la vie clandestine, les communistes, poursuivis, recherchés, mis au ban de la nation depuis la signature du pacte germano-soviétique, connaissent des jours difficiles" (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 45). Quelques années suffiront pour que cette image négative du PCF soit complètement renversée, grâce à l'action des militants dans la Résistance, et grâce aussi à la propagande du gouvernement de Vichy et de l'occupant, qui attribue aux communistes la plupart des sabotages et des attaques armées dont ils sont victimes.

La position du PCF devant la défaite.

"Au milieu du désarroi général, le Parti doit résoudre ses propres problèmes. La défaite ne l'atteint pas directement ; il est resté étranger au conflit. Mais elle le prend de court. Déjà désemparé et désorganisé, il doit faire face aux difficultés nouvelles qu'entraîne l'occupation". La direction, et en particulier Jacques Duclos et Gaston Monmousseau, sont recherchés par la police française ; François Billoux, Lucien Midol et Pierre Sémard sont en prison ; André Marty, Arthur Ramette et Maurice Thorez se sont réfugiés à l'étranger ; Marcel Giroux, dit Marcel Gitton, fait partie des "renégats". Fortement opposé au gouvernement de Vichy, le Parti communiste reste tout d'abord discret sur l'occupation allemande. "Mais il faut reconnaître que, contrairement à ce qui a été beaucoup affirmé, cet opportunisme bien peu clairvoyant ne s'est jamais traduit par une quelconque "collaboration" avec les Allemands : on ne les combat pas, on les ignore. Ou plutôt on fait semblant, car si chaque partie respecte la trêve et laisse l'autre en une paix surveillée, ce n'est pas sans méfiance ni circonspection" (Fauvet *et al.* 1977 : 281, 286). Cette discrétion n'empêche pas des initiatives locales, comme les appels à lutter contre le fascisme hitlérien de Charles Tillon à Bordeaux, de Marcel Paul à Nantes, de Auguste Havez en Bretagne, ou de Georges Guingouin dans le Centre (Fauvet *et al.* 1977 : 282, 288). Cependant, pour la direction, l'adversaire principal demeure le gouvernement de Vichy, et l'objectif ultime le rétablissement de la paix. Cette position est exprimée, au cours de l'été 1940 [1], dans *L'appel au peuple de France*, signé au nom du Comité central du PCF par Jacques Duclos et Maurice Thorez ; les deux dirigeants clandestins affirment notamment (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 521-527, *passim*) :

> Notre Pays connaît maintenant les terribles conséquences de la politique criminelle suivie par des gouvernants indignes, responsables de la guerre, de la défaite, de l'occupation. [...]
>
> La France meurtrie, douloureuse, trahie par ses dirigeants, subit la rançon de la défaite. [...] La clique des dirigeants banqueroutiers de la politique de guerre a bénéficié de l'appui de tous les partis, unis dans une même besogne de trahison et dans une même haine de la classe ouvrière et du communisme. [...] À cause de ces hommes, la moitié du territoire français subit l'occupation de l'armée allemande, aux frais de la France, comme l'indique le traité d'armistice. [...]
>
> Seul, debout dans la tempête, fidèle à sa politique de paix, notre Grand Parti Communiste s'est dressé contre la guerre, comme il s'était dressé seul contre l'occupation de la Ruhr par Poincaré, parce qu'il a toujours été contre l'oppression d'un peuple par un autre peuple. [...]
>
> La France, encore toute sanglante, veut vivre libre et indépendante. Le peuple de France veut régler lui-même, conformément à ses traditions et à son génie, les questions sociales et politiques surgies de la trahison des classes possédantes. La France ne veut pas être mise au pas par les aventuriers de Vichy.

[1] La date du 10 juillet 1940 (date du vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain) est généralement citée pour la rédaction de cet appel, qui ne sera diffusé qu'en août 1940. Toutefois, deux "anachronismes" laissent à penser que ce texte a pu n'être rédigé qu'à la mi-août 1940 (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 64-68).

> Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves. [...] La France ne deviendra pas une sorte de pays colonisé. La France au passé glorieux ne s'agenouillera pas devant une équipe de valets prêts à toutes les besognes. La France doit se relever, elle se relèvera. [...]
>
> Ce ne sont pas les généraux battus ni les affairistes, ni les politiciens tarés qui peuvent relever la France ; ils ne sont bons qu'à la trahir et la vendre. C'est dans le peuple que résident les grands espoirs de libération nationale et sociale. Et c'est seulement autour de la classe ouvrière ardente et généreuse, pleine de confiance et de courage, parce que l'avenir lui appartient ; c'est seulement autour de la classe ouvrière guidée par le Parti Communiste, Parti de propreté, d'honneur et d'héroïsme, que peut se constituer le Front de la Liberté, de l'Indépendance et de la Renaissance de la France. [...]
>
> Il faut remettre la France au travail, sans subordonner la reprise de l'activité économique du pays au profit des capitalistes, et en s'attaquant, au contraire, aux privilèges des classes possédantes. [..]
>
> Le Peuple français qui paie si cher les crimes des fauteurs de guerre, veut de toutes ses forces la paix dans l'indépendance complète et réelle de la France. [...]
>
> À la porte le gouvernement de Vichy ! À la porte le gouvernement des ploutocrates et des profiteurs de guerre ! [...]
>
> Voilà ce que pense le Parti Communiste, voilà ce qu'il te dit, Peuple de France, en ces heures douloureuses en t'appelant à t'unir dans tes Comités populaires de solidarité et d'entraide, dans les syndicats, dans les usines, les villes, les villages, sans oublier jamais que, tous unis, nous relèverons la France, nous assurerons sa liberté, sa prospérité et son indépendance.

Les attaques répétées du PCF contre le gouvernement de Vichy ne manquent pas de virulence. Sa direction souligne que, si le gouvernement de Vichy est "prisonnier des Allemands", c'est volontairement : "ce gouvernement de réaction, destiné à écraser la majorité des Français au profit d'une poignée d'exploiteurs, n'a pu être intronisé que par la victoire hitlérienne et ne peut se maintenir qu'avec les baïonnettes étrangères. [...] Le Parti communiste français va donc, immédiatement, discréditer le gouvernement de Vichy, le démasquer comme un gouvernement dictatorial, un gouvernement de classe, un gouvernement de trahison". En août et septembre 1940, *L'Humanité* clandestine dénonce ce "gouvernement de trahison" : "le gouvernement de Vichy n'est pas un gouvernement français" ; "les gouvernants de Vichy qui seraient balayés par le peuple s'il était libre de ses actes, s'il n'était pas garrotté par l'occupation, deviennent de plus en plus ouvertement les agents d'exécution d'une politique qui leur est dictée" (Willard 1960 : 119-120). Mais on ne trouve pas dans ces textes d'appel à la résistance armée contre l'occupant.

Un autre texte, rédigé par Charles Tillon [1], "adressé à tous les militants restés fidèles dans la région Sud-Atlantique", est plus explicite : cette "directive", datée du 18 juillet 1940, dénonce l'"ordre nouveau" du "gouvernement de la 5e colonne [2]" : "c'est le fascisme hitlérien !". Après avoir analysé les conséquences de l'armistice, néfastes pour le pays mais profitables aux capitalistes, il appelle à l'union de tous les travailleurs pour la défense de leurs droits, la lutte contre le colonialisme et le racisme, et les invite à combattre le fascisme et la tyrannie. Il déclare en particulier : "Notre devoir à tous est de nous unir pour conquérir notre patrie, de nous unir pour libérer son territoire de tous les oppresseurs et exploiteurs, pour en chasser à la fois les capitalistes, leur tourbe de valets et de traîtres et les envahisseurs ! Nos ennemis ne parlent que de "sacrifices" pour reconstituer et accroître leurs profits. Nos sacrifices, nous les consacrerons à la rude bataille qui incombe à tous les Français qui veulent être libres ! En territoire occupé par Hitler, comme en territoire occupé par la 5e colonne vendue à Hitler, c'est une même lutte de libération nationale que nous mènerons ensemble avec courage" (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 70-71, 528-530).

[1] Charles Tillon (1897-1993) député communiste d'Aubervilliers, est alors dans la clandestinité à Bordeaux. Engagé volontaire à 16 ans, ancien mutin de la Mer Noire (mutinerie du *Guichen*), il deviendra le chef militaire des Francs-Tireurs et Partisans Français. Il est l'auteur d'un tract appelant à la lutte pour l'indépendance nationale daté du 17 juin 1940 à Bordeaux (Foulon, *in* Cointet *et al.* 2000 : 673-674 ; Peschansky, *in* Marcot *et al.* 2006 : 532-534).

[2] Depuis la guerre d'Espagne, ce terme désigne les services secrets de l'ennemi et leurs complices sur le territoire national (allusion à la phrase de Franco, parlant de la cinquième colonne qui soutient de l'intérieur les quatre colonnes qui attaquent Madrid en 1936).

Aussi, le gouvernement du maréchal Pétain poursuit-il activement la politique répressive du gouvernement Daladier. Dans la nuit du 4 au 5 octobre 1940, il fait arrêter 300 communistes en région parisienne [1]. En mars 1941, il revendiquera 18 000 prisonniers politiques, en majorité communistes. Au zèle de la police française s'oppose la relative passivité de la Gestapo. En effet, "la direction [du PCF] est beaucoup plus prudente [que certains militants] : elle ne s'en prend pas franchement aux nazis. Mais son pacifisme, tourné jusqu'alors contre les Franco-Britanniques, va maintenant tenir la balance égale entre les deux "impérialismes" aux prises". *L'Humanité* clandestine du 31 octobre 1940 proclame : "Ni soldats de l'Angleterre avec de Gaulle ! Ni soldats de l'Allemagne avec Pétain ! [...] De Gaulle c'est le capitalisme anglais. Pétain, Doriot, Laval, Gitton c'est le capitalisme germano-français" (Fauvet *et al.* 1977 : 287-288). En dépit de ces mots d'ordre ambigus, "de nombreux communistes n'avaient pas attendu l'attaque contre l'URSS, le 21 juin 1941, pour entreprendre des actions de résistance" (Aubrac, *in* Azéma *et al.* 1994 : 30).

Le sens de la résistance pour le PCF.

Le 17 juin 1940, à 12 heures 30, le maréchal Pétain parle à la radio : "C'est le cœur serré que je vous dis, aujourd'hui, qu'il faut cesser le combat". Comme le note Henri Noguères, c'est de ce moment que, paradoxalement, datent les premières manifestations de la résistance à l'ennemi, alors que l'armistice n'a pas encore été signé, et que, de fait, les combats continuent (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 29). C'est ainsi que le général Cochet donne, le jour même, consigne à ses subordonnés de poursuivre la lutte contre l'ennemi [2]; et que le préfet d'Eure-et-Loir, Jean Moulin, arrêté et brutalisé par les Allemands le 17 juin, tente de se suicider pour ne pas cautionner un acte indigne [3]. Le 20 juin, le premier acte de sabotage est commis est commis à Rouen par Étienne Achavanne [4]. À la fin du mois de juin 1940, dans les îles de Sein et de Batz, la quasi totalité des hommes en âge de combattre s'embarquent pour l'Angleterre et rejoignent la France Libre. Au mois d'août, la ligne souterraine de communication installée par les Allemands entre La Rochelle et Royan est sabotée à plusieurs reprises. Le 14 août, à Paris, des coups de feu sont tirés sur un poste allemand. Charles Tillon signale également plusieurs actes de résistance isolés dès le mois d'août 1940 en zone occupée : ramassage d'armes abandonnées par les soldats français, sabotage de lignes téléphoniques, crevaison des pneus de véhicules allemands, destruction d'entrepôts contenant des marchandises destinées à l'Allemagne, sabotage de camions destinés aux Allemands (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 29-43, 101-103 ; Tillon 1962 : 32-47).

Les premières actions contre l'occupant sont généralement des actes isolés, dont certains sont effectivement le fait de militants communistes. Il est possible qu'ils répondent aux appels à lutter contre l'hitlérisme lancés régionalement par Charles Tillon, Marcel Paul, Auguste Havez ou Georges

[1] Bien que ces arrestations aient été effectuées par la police française, il est possible qu'elles aient été inspirées par les Allemands : "l'occupant, après avoir peut-être trop compté sur leur neutralité [des communistes], tant que durerait le pacte germano-soviétique, ne se fait plus guère d'illusions sur la réalité de leurs sentiments et, disposant des listes établies dès avant l'occupation par la police française, lance un vaste coup de filet destiné à décapiter l'organisation communiste clandestine" (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 168-170).

[2] Résistant très actif, le général d'aviation Gabriel Cochet (1888-1973) a ensuite lancé, le 6 septembre 1940, un appel à résister, dans lequel il écrivait : "En résumé, un seul ennemi : le boche, et, avec lui, tous ceux qui l'aident ou l'appellent" (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 544-545). Arrêté et condamné à deux reprises par le gouvernement de Vichy, .il réussit à s'évader par l'Espagne ; il parviendra en mars 1943 à rejoindre à Londres le général de Gaulle, et sera nommé par le CFLN délégué militaire pour le théâtre d'opération sud. À ce titre, il participera au débarquement à Saint-Tropez (Levisse-Touzé, *in* Cointet *et al.* 2000 : 173-174).

[3] Les Allemands veulent disposer d'un alibi pour exécuter des tirailleurs sénégalais prisonniers. Ils les accusent faussement d'avoir massacré des femmes et des enfants dans un village du département, et veulent obliger le préfet à avaliser ces allégations mensongères (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 32-33).

[4] Ayant coupé les lignes téléphoniques entre la Feldkommandantur et le terrain d'aviation de Boos, rendant ainsi les installations allemandes plus vulnérables aux attaques de l'aviation anglaise, il sera condamné à mort par la cour martiale (allemande) de Rouen, et fusillé le 28 juin 1940 (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 38,43).

Guingouin ; mais on ne peut en créditer la direction du PCF. *L'appel au peuple de France* peut en effet difficilement être considéré comme un appel à la lutte contre les troupes d'occupation, même si Germaine Willard (1960 : 112) estime que "revendiquer une telle paix n'entrave nullement, mais au contraire exige la lutte contre l'oppression nationale, contre les hitlériens et leurs alliés en France qui utilisent l'occupation du pays pour continuer la guerre impérialiste". Par contre, une conséquence importante de la répression d'octobre 1940 est la création par le PCF de l'Organisation Spéciale (O.S.), "organisation militaire d'action directe" ayant pour mission "non seulement le sabotage sous toutes ses formes et la protection des propagandistes, mais encore le châtiment des traîtres, des dénonciateurs et des agents de l'ennemi" (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 172-173 ; Fauvet *et al.* 1977 : 292-293). En 1958, l'Organisation Spéciale sera reconnue officiellement comme mouvement de Résistance assimilé à une unité combattante dès octobre 1940 (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 69, note) : on peut donc raisonnablement considérer cette date comme celle de l'entrée du PCF, en tant qu'organisation, dans la résistance à l'occupant.

Il est vrai que, selon Denis Peschanski (*in* Résistance 1997 : 58-59) :

> Les débats sont anciens sur l'entrée en résistance du PCF. Pour notre part nous avons conclu qu'il fallait prendre en compte deux chronologies décalées et emboîtées, l'entrée en résistance précédant de quelques mois la rupture avec la stratégie qui, depuis l'automne 1939, définissait la guerre comme impérialiste. C'est vers mars 1941, en effet, que la lutte pour la libération du territoire national devint première dans le discours communiste du Centre.
>
> Mais quoi qu'il en soit, l'antivichysme du PCF [..] précéda son entrée en résistance, les négociations périlleuses menées à Paris avec Abetz pendant l'été 1940 suscitant, on l'a dit, l'ire des autorités françaises [1]. La question ne se pose pas en termes de légalité ou de légitimité (si ce n'est dans l'impossibilité pour Vichy de représenter le peuple) mais de caractérisation politique et sociale. Le PCF s'inscrivit donc dès l'origine dans une logique d'affrontement renforcée par la place que l'État français attribua aux communistes dans son discours et ses pratiques d'exclusion.
>
> L'engagement dans la lutte armée est d'abord un acte politique. S'il répond à la volonté et à l'illusion de pouvoir soulager la défense soviétique par un harcèlement des troupes allemandes à l'arrière, l'efficacité militaire des attentats individuels fut marginale. En revanche, ceux-ci mirent en lumière l'ampleur de la collaboration et donc la nature du régime de Vichy, ils obligèrent les autorités d'occupation à intervenir sur le terrain répressif et, par ce double processus, accélérèrent les évolutions en cours de l'opinion publique.

Jacqueline Sainclivier et Dominique Veillon ajoutent (Résistance 1997 : 95-96) :

> La référence à la nation est une constante dans la Résistance française mais la relation à celle-ci n'en est pas une. Des différences existent entre communistes et non communistes ; des nuances peuvent également exister entre zone sud et zone nord, entre régions. [...]
>
> Le rapport le plus complexe est sans doute celui des communistes. Les résistants communistes donnent à leur combat un double sens : celui de la libération nationale et celui de l'antifascisme, voire de 1939 à 1941, celui de l'anti-impérialisme. [...] À travers les archives du Komintern, Serge Wolikow souligne que, de mai 1940 jusqu'à l'armistice, la référence c'est la lutte contre l'envahisseur, contre l'occupation. Si en juillet-août 1940 le thème de la résistance à l'occupant est "pour le moins épisodique dans les textes du PCF et de *L'Humanité*", à Moscou les dirigeants et Maurice Thorez en particulier insistent sur la nécessité de concentrer les attaques contre Vichy qui s'est appuyé sur l'occupant pour renverser la République. [...]
>
> Cet apport concernant l'attitude du PCF et des communistes français permet de mieux mesurer la force du patriotisme et l'attachement à la nation républicaine y compris chez les communistes. Ces deux notions ne se conçoivent pas sans faire le lien entre la République et les conditions révolutionnaires dans lesquelles celle-ci est née. Ce thème est fédérateur tandis que la référence à la lutte contre Vichy avec

[1] En juin 1940, en zone occupée, quelques militants communistes avaient demandé, sans succès, aux autorités d'occupation, l'autorisation de faire reparaître *L'Humanité* (Amouroux 1999, I : 788-792 ; Peschanski, *in* Marcot 2006 : 203).

une connotation antifasciste montre que le sens donné à leur combat par les résistants communistes n'est pas uniquement une lutte patriotique mais aussi idéologique contre un régime politique non républicain au sens où l'on entend ce terme en France.

Les débuts de la lutte des communistes contre les Allemands.

Charles Tillon (1967 : 60-61) relate ainsi la naissance d'un groupe de l'Organisation Spéciale dans la zone interdite du nord de la France, et ses premiers actes de résistance contre l'occupant :

> Au début d'août [1940], dans l'arrière-salle d'un petit café de Dechy (Nord) une douzaine d'hommes sont réunis qui se jurent d'agir contre l'occupant. Il y a là Eusebio Ferrari, d'origine italienne, un Français René Denys et Jean Pawlowski, né à Varsovie. Ils ont vingt ans. Groupés par Félicien Joly, vingt ans aussi, qui devient lieutenant de Ferrari, des étudiants, des instituteurs se joignent aux frères Martel, aux frères Camphin, Donnisse, Hapiot, Bouillez, Debarge, etc.
>
> Au lendemain de la réunion de Dechy, les habitants de Fenain voient, planté sur un pylône de haute tension, un immense drapeau rouge avec l'inscription : "Courage et Confiance." Ferrari et ses groupes de l'O.S. récupèrent du matériel de guerre de l'ennemi (proclamation allemande du 25 février 41). Ils font sauter un train allemand, ils dynamitent la génératrice et la sous-station de Benory-Cumichy en décembre 1940. Durant l'hiver 40-41, ils travaillent à épauler les grèves de mineurs qui se multiplient.

Cette description illustre bien les caractéristiques des premiers groupes de la Résistance d'obédience communiste : ce sont à l'origine des petits groupements spontanés, unis par le partage de valeurs communes ; le recrutement se fait par relations d'amitié ou de parenté ; les premiers Résistants sont très jeunes, sans charges de famille ; il y a parmi eux des antifascistes étrangers ; leurs activités ne visent pas seulement les Allemands et ses alliés (sabotage, agressions), mais elles consistent aussi en actions de propagande et de soutien aux mouvements populaires hostiles à l'occupant ou à la politique de collaboration. "Ce qui distinguait les actions du PC, c'est qu'il appuyait les mouvements populaires générés par l'exploitation du pays. Les militants communistes disposaient de deux expériences pour développer leur capacité de lutte : celle des Brigades internationales de la guerre d'Espagne et celle de la clandestinité depuis que les décrets Daladier les avaient contraints à l'illégalité en 1939. Ils avaient organisé les travailleurs étrangers antifascistes dans la MOI (Main-d'œuvre immigrée)" (Aubrac, *in* Azéma *et al.* 1994 : 30). "En dépit de tant de crimes et de sottises, mais en raison de tant de dévouement et de sacrifices, cette guerre [d'Espagne] aura forgé pour le parti des militants et des combattants bien trempés qui lui seront précieux, notamment dans la clandestinité et les maquis" (Fauvet *et al.* 1977 : 187).

En outre, malgré la répression, les défections, et la difficulté des contacts entre la direction et les militants, "à la fin de l'été 1940, c'est sur 10 à 12 000 militants vrais que le parti peut compter : ce qui en faisait, en France, la première force organisée (car, s'il apparaît relativement vite un esprit "gaulliste", les relais lui manquent). Le PCF est déjà en mesure de faire de gros coups : c'est lui qui, lors de la "grève des dix jours", fait, le 2 juin 1941, basculer dans l'action l'ensemble du bassin houiller et 80 % des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. La répression le frappera d'autant plus durement ; mais, contrairement à ce qu'on pourrait croire, elle est menée plus vigoureusement et plus continûment en zone libre qu'en zone occupée" (Azéma 1984 : 79).

Comme le souligne Raymond Aubrac, par rapport aux autres mouvements de résistance à l'occupant, les militants de la résistance d'obédience communiste possèdent deux atouts majeurs : une longue expérience de la clandestinité, et, pour certains d'entre eux, une expérience de la guerre de guérilla. Obligés de se cacher pour fuir la répression des gouvernements de droite de la troisième république, ses cadres ont acquis les réflexes de la vie clandestine : limitation des contacts (cloisonnement des formations), méfiance envers les candidats inconnus (risques d'infiltration par des indicateurs de police), usage de pseudonymes et de faux papiers, changements fréquents de domicile ;

ces règles élémentaires de sécurité minimiseront les effets d'une répression qui pourtant sera féroce. D'autre part, ceux de ses militants qui ont participé aux Brigades Internationales en Espagne ont fait l'apprentissage d'une forme de combat particulièrement adaptée à la lutte contre l'occupant, la guérilla. Généralement ignorée des militaires de carrière, la stratégie de guérilla permet à des petits groupes très mobiles de partisans de harceler l'ennemi, en ne livrant combat que lorsque le rapport des forces est en faveur des guérilleros ; en sabotant son matériel et ses installations ; en s'attaquant physiquement à ses représentants et ses complices français ; en créant un climat d'insécurité permanente l'empêchant de relâcher sa vigilance, l'acculant ainsi à une position défensive de tous les instants, préjudiciable au moral des troupes.

Le Front National et les Francs-Tireurs et Partisans Français (F.T.P).

Fin mai 1941, le Comité central du PCF publie dans les *Cahiers du bolchevisme* et dans *L'Humanité* (datée du 25 mai 1941) une déclaration qui appelle à la constitution d'un "Front national de lutte pour l'indépendance de la France", pour la lutte de tous les Français (vichystes et collaborateurs exclus) contre l'envahisseur, afin que la France "ne devienne pas une colonie nazie" (Fauvet *et al.* 1977 : 295) [1]. Ce changement de ton clarifie la position de la direction du Parti envers les forces d'occupation. L'attaque allemande contre l'URSS, le 21 juin 1941, achève cette clarification. Aussi, "de juin 1941 à janvier 1943, le Parti se bat sans compter ses efforts et sans jamais mesurer son engagement. Il prend tous les risques, pour lui-même d'abord, pour les autres quand il le faut. Sa patrie de naissance occupée, son autre patrie attaquée [2], sa foi menacée comme elle ne l'a jamais été, il peut enfin lutter sans réticence, sans avoir à surmonter d'éprouvantes contradictions" (Fauvet *et al.* 1977 : 299).

"Ce "Front National" se proposait (et d'ailleurs il a réussi) de regrouper dans son sein des hommes de toutes conditions, depuis des religieux "en exercice" jusqu'à des ouvriers, des hommes politiques, etc. Il avait comme ambition (qu'il a du reste réalisée) d'être en quelque sorte un vaste rassemblement de patriotes de toutes les couches sociales, et cela a créé une base puissante pour la Résistance dans le Pays" (Rol-Tanguy, cité par Noguères *et al.* 1967-1981, II : 437). Il est organisé en groupes locaux ou professionnels, et recrute dans tous les courants opposés à la collaboration. En février-mars 1943, il réunit dans ses deux comités directeurs (un par zone) des personnalités relevant de mouvements de résistance variés (Combat, Franc-Tireur, Libération-sud, Défense de la France), de partis politiques de la droite classique comme de la gauche, des syndicats, de la Ligue des Droits de l'Homme, etc. Pierre Villon représentera le Front National au Comité National de la Résistance (Virieux, *in* Marcot *et al.* 2006 : 122).

Dans un appel, intitulé "L'Armée rouge lutte pour briser vos chaînes", le Front national [3] donne, en juillet 1941, les consignes suivantes (cité par Fauvet *et al.* 1977 : 300) :

> 1° Empêcher que les ressources de la France servent à la machine de guerre allemande ;
> 2° empêcher les usines françaises de travailler pour Hitler, en soutenant les luttes revendicatives des ouvriers, qui, en défendant leur pain et celui de leurs enfants, suivent la cause de la France ;

[1] Lancé le 27 mai 1941, cet appel est "symboliquement daté du 15 mai 1941, en référence au message radio de Pétain révélant les entretiens Hitler-Darlan du 11 mai" (Virieux, *in* Marcot *et al.* 2006 : 122).

[2] Pour les militants communistes, l'URSS est le seul pays au monde qui soit parvenu à se débarrasser du capitalisme. L'outrance de la propagande anti-soviétique ôte à leurs yeux toute crédibilité aux témoignages, souvent véridiques, sur les défauts et les excès du stalinisme. Aussi, le prestige de l'URSS auprès de ces militants est-il intact à cette époque, comparable à celui que la France de la Révolution (de 1789) avait eu auprès des révolutionnaires européens : de même que de nombreux étrangers étaient alors venus en France pour défendre avec enthousiasme la patrie de la Révolution, de même les communistes sont à ce moment prêts à s'engager pour la défense de la "patrie du socialisme".

[3] Il n'y a évidemment aucune filiation entre ce "Front National" et le parti du même nom, qui sera fondé en septembre 1972 par Jean-Marie Le Pen.

3° empêcher que nos chemins de fer transportent en Allemagne nos richesses nationales et les produits de notre industrie ;
4° organiser la résistance des paysans à la livraison des produits agricoles aux oppresseurs de la patrie ;
5° organiser la lutte contre la répression hitléro-vichyssoise, chaque militant du Front national, qu'il soit athée ou croyant, radical ou communiste, devant bénéficier de la solidarité de tous ;
6° diffuser les écrits, appels ou documents du Front national et dénoncer systématiquement les mensonges de l'ennemi ;
7° propager et exalter, face à l'envahisseur et à ses séides, les sentiments patriotiques, la volonté de lutte pour libérer la France.

En août 1941, les Jeunesses Communistes créent les Bataillons de la Jeunesse. Implantée principalement en région parisienne et dans le Nord-Pas-de-Calais, cette organisation est formée de petits groupes d'action, dont les membres sont souvent trop jeunes pour avoir une expérience de la lutte armée (service militaire, Brigades Internationales). Malgré ce handicap, ces bataillons auront à leur actif diverses actions spectaculaires, souvent en liaison avec l'Organisation Spéciale : destruction de librairies allemandes ; attaque de véhicules, de postes de garde, de mess ou d'hôtels allemands ; sabotages d'installations et de câbles de transmission ; et enfin attentats contre des officiers allemands. Une part importante de ces actions est concentrée dans la région parisienne (un rapport allemand chiffre à 221 le nombre d'attentats pour le mois de décembre 1941 ; Noguères *et al.* 1967-1981, II : 246) ; mais plusieurs villes de province sont aussi concernées [1]. Dans la plupart des ces actions, des soldats allemands sont tués ou blessés ; aussi, les "Bataillons" paieront-ils un lourd tribu à la répression : "pourchassés par les brigades spéciales de la préfecture de police de Paris, ils n'ont pas le temps de parfaire leur apprentissage ; face aux professionnels de la traque, ils ne tiennent que cinq mois en moyenne - cadres exceptés" (Liaigre, *in* Marcot *et al.* 2006 : 168).

L'organisation de combat du Front National est créée au printemps 1942 : l'Organisation Spéciale, les Bataillons de la Jeunesse, et le TP (Travail Particulier, ou Travail Partisan [2]), fusionnent pour former les Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPF, puis FTP) ; les Résistants de la Main-d'Oeuvre Immigrée (M.O.I.) y sont associés, mais conservent une certaine autonomie. Si les premiers FTP sont presque tous communistes, le recrutement s'élargira très vite ; on peut même parler de recrutement de masse à partir de fin 1942, en raison du nombre élevé de "réfractaires" désireux de se soustraire au travail en Allemagne [3] (Noguères *et al.* 1967-1981, II : 372-374 ; Bourderon, *in* Marcot *et al.* 2006 : 188-190).

Un Comité Militaire National (CMN), présidé par Charles Tillon, est placé à la tête des FTPF. Marcel Prenant, professeur de biologie à la Faculté des Sciences de Paris, est nommé chef d'état-major : il fera bénéficier le CMN de son expérience des deux guerres (en tant qu'officier d'état-major) en rédigeant des manuels d'instruction à l'usage des cadres FTP [4]. L'appel au "recrutement de masse", lancé à l'été 1942, porte ses fruits grâce au refus du départ pour l'Allemagne, mais le manque de cadres qualifiés se fait sentir ; un effort de recrutement est fait en direction d'officiers de réserve ou d'active. Les premiers maquis FTP apparaissent dès le début de l'année 1943. Préparant activement l'insurrection nationale pour le jour du débarquement allié, les FTP intègrent en février 1944 le

[1] À titre d'exemple, les Bataillons de la Jeunesse ont mené des actions importantes à Rouen, Le Havre, Dijon, Elbeuf, Montceau-les-Mines, Montchanin, Barentin, Angers, Petit-Couronne... (Noguères *et al.* 1967-1981, II : 227-229, 246-248, 330-331, 367-368).
[2] Groupe spécialisé dans le sabotage, impulsé par Jules Dumont, officier d'active mis à la retraite d'office en 1934 pour ses opinions politiques. Celui-ci sera en octobre 1941 commissaire militaire dans le premier Comité Militaire National du PCF (Noguères *et al.* 1967-1981, I : 173 ; II : 158, note ; Bourderon, *in* Marcot *et al.* 2006 : 189).
[3] La loi du 4 septembre 1942 relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre visait déjà en fait à faire partir des travailleurs pour l'Allemagne ; la loi du 16 février 1943 portant institution du service du travail obligatoire parachèvera l'organisation de cette réquisition de main-d'œuvre au profit de l'occupant.
[4] Pour l'anecdote, le premier de ces manuels d'instruction est paru sous la couverture du *Manuel du légionnaire*, publié par la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme (LVF) (Noguères *et al.* 1967-1981, II : 373).

Comité Militaire d'Action (COMAC) [1], aux côtés des "Mouvements Unis de Résistance" (MUR), et de "Ceux de la Résistance".

Les FTP représentent une force importante parmi les combattants de la Résistance, mais ils ne sont pas toute la Résistance armée. Plusieurs estimations du nombre de Résistants, au début de l'année 1944 et au moment de la Libération, ont été tentées, mais les difficultés rencontrées les rendent peu fiables. Il faut en outre distinguer entre les combattants (qui prennent une part active aux attentats et aux sabotages), les "sédentaires" (combattants de réserve, qui entreront en action à la Libération), et la masse des auxiliaires qui leur apportent un soutien logistique. En se limitant aux combattants actifs avant la Libération, le nombre des FTP ne dépasserait pas 25 000 (Bourderon, *in* Marcot *et al.* 2006 : 190), soit environ la moitié du nombre total de combattants engagés en février 1944 (Marcot, *in* Marcot *et al.* 2006 : 340). Mais la part qu'ils prennent aux attentats contre les Allemands (et leurs auxiliaires), aux sabotages, et aux autres actions de masse leur donne une position prépondérante, à la fois en tant qu'acteurs, et en tant que victimes de la répression ; d'autant qu'ils ont très tôt opté pour l'action immédiate.

Préparation de l'insurrection, ou action immédiate ?

Le choix de la stratégie de guérilla a posé aux dirigeants de l'O.S. un grave problème de conscience : fallait-il s'attaquer dès le début aux Allemands, entraînant ainsi les représailles aveugles de l'occupant, avec le risque de prises d'otages et d'exécutions de masse ? Ou bien devait-on préparer ses forces, mobiliser, s'organiser, constituer des réserves d'armes et de munitions, en vue du déclenchement, le jour venu, d'une insurrection générale (en liaison ou non avec une opération de débarquement allié) ?

Il faut préciser qu'au début de la résistance à l'occupant, alors que seule la Grande-Bretagne poursuivait la guerre contre l'Allemagne, une éventuelle libération du territoire n'apparaissait que comme un horizon très éloigné, ainsi que le rappelle Michel Debré (*in* Libération 1974 : 879) :

> Les premiers aspects de la Résistance n'avaient avec une libération hypothétique que des rapports très lointains. En 1940, 1941 et 1942 l'envoi de renseignements, les filières d'évasion, l'information par feuilles ronéotées, la fabrication de fausses cartes d'identité, de ravitaillement, enfin et surtout, avec le développement des opérations militaires, les sabotages, ont été des opérations capitales dont les liens avec la préparation de la Libération étaient des liens de l'espoir et du cœur mais n'avaient pas de liens organiques. Il s'agissait par des réseaux cloisonnés ou par des initiatives individuelles à l'échelon local d'aider les Alliés à se battre.

La seconde option, se préparer en vue d'une future libération, a été qualifiée d'attentisme par ses détracteurs. C'est celle qu'a mise en pratique, dès la fin des combats, en "zone libre", l'organisation clandestine au sein de l'armée d'armistice [2]. De nombreux cadres d'active songent à la possibilité qu'un jour, l'armistice soit rompu, et que la guerre reprenne contre les Allemands et les Italiens. Pour s'y préparer, les Allemands ayant fermé les bureaux de recrutement, il fallait constituer et mettre à jour les listes de Français mobilisables [3]. Mais surtout, il était nécessaire de livrer aux vainqueurs le moins de

[1] Le représentant des FTP au COMAC est Roger Ginsburger (dit Pierre Villon, 1901-1981), membre du comité directeur du Front National, et représentant du FN au Conseil National de la Résistance.

[2] Animée par le colonel Henri Zeller, chef du 1er bureau de l'état-major, et le commandant Mollard. Après l'invasion de la "zone libre" et le désarmement de l'armée d'armistice, le colonel Zeller s'investira dans l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA), aux côtés du général Aubert Frère (Delmas, *in* Marcot *et al.* 2006 : 201).

[3] Pour permettre une mobilisation rapide en cas de reprise des combats, le Contrôleur général de l'Armée René Carmille (1886-1945) a créé, au Service National des Statistiques, un fichier sur cartes perforées des hommes de 18 à 25 ans ; le prétexte donné aux Allemands était l'organisation rationnelle de la distribution du tabac, alors contingenté (Noguères *et al.*

matériel militaire possible, et de constituer des réserves secrètes de véhicules, d'armes, de munitions et de carburant. Avec l'accord tacite de l'État-major de l'armée, le commandant Mollard est chargé "d'organiser une structure clandestine, ramifiée jusqu'aux unités, pour regrouper et entretenir armement et matériels dans des dépôts camouflés en zone libre, bien souvent chez des civils. Ainsi naît le Camouflage du Matériel (CDM) qui, en se développant, s'installe à Marseille sous la couverture d'une entreprise de mécanique générale. En 1941, il aurait stocké notamment 65 000 armes individuelles, 400 canons, des tonnes de munitions et du matériel de transmission. Quant aux automobiles, le CDM les loue à des entreprises de transport, à charge pour elles de les entretenir. [...] Enfin, des ateliers clandestins construisent des tourelles pour automitrailleuses [1]". Malheureusement, après l'invasion de la "zone libre" par les Allemands et les Italiens, Pierre Laval ordonne de livrer tous les dépôts aux occupants ; seul un tiers du matériel pourra être récupéré par la Résistance (Delmas, *in* Marcot *et al.* 2006 : 169).

Lorsque les débarquements alliés, en Normandie puis en Provence, seront proches, cette stratégie conduira certains responsables à encourager la constitution de grands rassemblements de maquisards, contre lesquels l'armée allemande, menacée sur ses arrières, engagera des forces importantes ; sans ces regroupements, les tragédies des Glières (mars 1944 ; voir *Cahier* n° 4), du Mont Mouchet (juin 1944) et du Vercors (juillet 1944) auraient peut-être pu, sinon être complètement évitées, du moins entraîner des conséquences moins dramatiques.

Cette conception est appuyée par les Britanniques, qui préfèrent les réseaux cloisonnés, entendent limiter l'action militaire clandestine, et estiment que la France n'est pas géographiquement apte à la guérilla (Crémieux-Brilhac, *in* Azéma *et al.* 1994 : 24-26). D'ailleurs, les militaires français n'ont guère, comme expérience de la guérilla, que celle de la guerre du Rif, au cours de laquelle les guérilleros ont été vaincus par l'armée. La position du général Charles Delestraint [2] n'en est que plus remarquable : "expert de l'arme blindée, il nous convainquit de l'efficacité de la guérilla. Il nous exposa comment, en pays hostile, plus une armée est motorisée, plus elle est vulnérable. Ses voies de communication, ses dépôts, ses approvisionnements sont les points faibles par où on peut la paralyser en pratiquant le harcèlement, le sabotage, l'attaque surprise" (Aubrac 1996 : 82).

L'autre option, celle de la guérilla, le plus souvent urbaine (avant l'apparition des maquis fin 1942), est celle qu'ont adoptée les organisations d'obédience communiste [3]. Roger Bourderon donne un aperçu de cette stratégie en décrivant l'organisation et le fonctionnement des FTP (*in* Marcot *et al.* 2006 : 189) :

> Les principes généraux régissant l'intervention des FTP sont fixés dès le printemps 1942. À la base, le groupe urbain ou rural commandé par un chef et son adjoint compte deux équipes de trois ou quatre hommes. Ils se retrouvent le temps d'une opération puis se dissolvent dans l'anonymat du métier et du domicile, sauf si la sécurité exige le passage à la clandestinité totale. Fondée sur l'énorme inégalité des moyens face à l'ennemi, cette tactique des "gouttes de mercure" - qui se dispersent et se reforment en étant insaisissables, comme l'appela Charles Tillon, permet d'assurer par la surprise et la mobilité une supériorité éphémère.

De fait, dès la signature de l'armistice, la guérilla a été pratiquée par d'autres mouvements, et même par des individus isolés. Mais si les actions entreprises (déraillements, sabotages de matériels ou d'installations) avaient pour but de harceler l'armée d'occupation et de la désorganiser, ces

---

1967-1981, I : 78-79). René Carmille est également le concepteur du numéro d'identité à treize chiffres qu'utilise encore actuellement la Sécurité Sociale. Arrêté par la Gestapo en 1944, il mourra en déportation à Dachau le 25 janvier 1945.

[1] On trouvera la photo d'un prototype d'automitrailleuse du CDM dans Noguères *et al.* 1967-1981, II : 176-177.

[2] Le général Charles Delestraint (1879-1945) a été le premier chef de l'Armée Secrète, aux côtés de Jean Moulin. Arrêté le 9 juin 1943 par les Allemands, déporté à Dachau, il sera tué d'une balle dans la nuque en avril 1945.

[3] Elles ne sont pas les seules, mais "cette forme de combat est pour l'essentiel le fait de la Résistance communiste" (Peschansky, *in* Marcot *et al.* 2006 : 664).

Résistants de la première heure ont rarement tenté de tuer des soldats allemands ; d'autre part, les réactions des Allemands se bornaient essentiellement à rechercher les auteurs de ces actions, et à les juger selon le droit allemand (c'est-à-dire le plus souvent à les condamner à mort), mais sans se livrer à des représailles sur la population ou sur des otages déjà incarcérés.

Une étape cruciale a été franchie après l'arrestation de Samuel Tyszelman et de Henri Gautherot, le 13 août 1941. Ce jour-là, à Paris, boulevard Saint-Martin, une manifestation communiste (pacifique) est réprimée par les Allemands, qui font usage de leurs armes ; Gautherot, blessé, est arrêté, Tyszelman est capturé après une chasse à l'homme. Le 15 août, tous deux sont condamnés à mort par un tribunal allemand [1]. Comme le déclare Albert Ouzoulias (cité par Noguères *et al.* 1967-1981, II : 73) :

> Il fallait riposter. Depuis le 2 août [1941], avec Fabien [2], nous savions que nous devions tuer des nazis. Dans cette perspective, nous avons fait une première réunion le 15 août avec les premiers chefs d'opérations.[...]
>
> C'était la première grande réunion de tous les chefs d'opérations de la région parisienne. Nous avons expliqué aux camarades l'impérieuse nécessité de tuer des officiers nazis.
>
> Leur faire admettre ne fut pas facile. Nous avions une infériorité sur les nazis. Nous, nous étions des hommes jeunes. Eux, ils avaient élevé leur jeunesse comme on dresse des fauves. Pour les militants de l'Ordre Nouveau, la vie humaine n'avait aucune valeur. Pour les nôtres, même un nazi était un homme.
>
> Les discussions ont été centrées sur cette question. Les camarades se refusaient à exécuter un soldat allemand qui pouvait être un camarade communiste de Hambourg, un ouvrier de Berlin. Un officier pouvait être un professeur anti-hitlérien.
>
> Tout au plus acceptait-on de tuer un officier de la Gestapo. Mais nos camarades ne comprenaient pas encore que le meilleur moyen de défendre notre pays en guerre c'était justement, de tuer le maximum d'officiers allemands. C'était hâter la fin de la guerre et la fin d'un malheur qui atteignait un grand nombre de peuples, y compris le peuple allemand. L'internationalisme était, en ce moment, de tuer le plus grand nombre de nazis possible.

Le passage à la lutte armée, conformément à ces nouvelles consignes, n'allait pas de soi. Non pas à cause des risques encourus par les Résistants, qui étaient déjà extrêmement élevés en cas de sabotage, mais à cause de leurs scrupules, et de leur répugnance à tuer de sang-froid, sans l'alibi de la légitime défense, un ennemi pris au hasard. Le témoignage de Jacques d'Andurain (cité par Noguères *et al.* 1967-1981, II : 76) est édifiant à cet égard :

> On nous avait demandé à plusieurs reprises d'essayer de tuer des officiers allemands. Et j'avais plusieurs soirs suivi des officiers allemands avec un camarade, toujours Maurice Le Berre, et à chaque fois je m'étais dégonflé à la dernière minute. Je me rappelle notamment d'un que j'avais suivi du côté de Sébasto [3]. Un immense bonhomme avec une toute petite putain, qui était si heureux de vivre qu'en définitive je n'avais pas osé tirer dessus !... Et j'étais quand même assez humilié de n'avoir pas réussi à faire mon premier boche.

C'est Pierre Georges (*Fabien*) qui donnera l'exemple, en commettant le premier attentat spectaculaire [4] contre les forces d'occupation : le 21 août au matin, à la station de métro Barbès-Rochechouart, il abat l'attaché d'administration de la *Kriegsmarine* Alfons Moser de deux balles de

[1] Ils seront fusillés le 19 août. L'affiche bilingue, placardée par les Allemands pour annoncer cette exécution, précise qu'ils "ont été condamnés à mort pour aide à l'ennemi ayant pris part à une manifestation communiste dirigée contre les troupes d'occupation allemandes" (Bourget *et al.* 1959 : 64).

[2] Pierre Georges (1919-1944), futur colonel Fabien, ancien des Brigades Internationales, est alors membre de la direction nationale des Jeunesses Communistes. En août 1944, il participera à la libération de Paris à la tête des FTP d'Île-de-France.

[3] Le boulevard de Sébastopol, à Paris.

[4] Quelques jours auparavant, près de la porte d'Orléans, deux jeunes communistes avaient tué un soldat allemand pour venger la mort de leur camarade Masseron, fusillé par les occupants ; mais cette agression avait eu peu de retentissement (Noguères *et al.* 1967-1981, II : 76-77).

pistolet. Parfaitement organisé, l'attentat se déroule sans anicroche : Fabien et ses trois compagnons s'échappent sans difficulté, et l'aspirant Moser, grièvement blessé, décède avant son arrivée à l'*Orstlazarett* de l'hôpital Lariboisière. Les réactions des autorités allemandes ne font pas attendre : le lendemain, l'ordonnance du 22 août 1941 du *Militärbefehlshaber in Frankreich*, Ernst Schaumburg, transforme en otages tous les citoyens français mis en arrestation par les autorités allemandes [1] ; c'est le premier élément du "code des otages". De son côté, le gouvernement de Vichy s'abstient de parler de l'attentat (se contentant de faire allusion aux "complots communistes" ; Limagne 1947 : 229), mais institue le 22 août (par une loi antidatée au 14) les Sections spéciales, chargées de réprimer les activités communistes ou anarchistes (voir *Cahier* n° 2). L'engrenage attentats-représailles est en marche.

Il ne s'arrêtera plus jusqu'à la Libération. Les exécutions d'otages commencent le 16 septembre (10 personnes fusillées) et le 20 septembre (12 exécutions). Mais les premiers grands massacres ont lieu entre le 22 et le 24 octobre, à Carquefou près de Nantes et à Châteaubriant [2] (48 exécutions), et à Souges près de Bordeaux (50 exécutions). Le 22 octobre, le maréchal Pétain lance sur Radio-Vichy un appel à la délation : "Dressez-vous contre ces complots. Aidez la justice ! Un coupable retrouvé et 100 Français sont épargnés. Je vous jette ce cri d'une voix brisée : ne laissez plus faire de mal à la France !" (cité par Luneau 2005b : 133). Le lendemain, le général de Gaulle déclare, à la B.B.C. : "Il est absolument normal et il est absolument justifié que les Allemands soient tués par les Français. Si les Allemands ne voulaient pas recevoir la mort de nos mains, ils n'avaient qu'à rester chez eux et ne pas nous faire la guerre. [...] Actuellement, la consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est de ne pas y tuer ouvertement [3] d'Allemands. Cela pour une seule raison, c'est qu'il est, en ce moment, trop facile à l'ennemi de riposter par le massacre de nos combattants momentanément désarmés" (De Gaulle 1954 : 228). Le lundi 27 octobre 1941, à la B.B.C., de Gaulle lance une consigne de grève nationale de courte durée pour le 31 octobre, "dans le souvenir des otages massacrés et dans le désir de les venger" (Crémieux 1996 : 328).

Les représailles continuent, mais leur effet sur l'opinion n'est pas celui qu'escomptait l'état-major allemand [4] (Jackson 2001 : 223) :

> Les exécutions suscitèrent une vague d'indignation nationale. Les victimes communistes moururent *La Marseillaise* sur les lèvres, et même dans la région nantaise, généralement très conservatrice, on vit en eux des héros et des martyrs. "Les vainqueurs ce cette journée sont ceux qui sont morts", commenta le commandant local allemand lui-même. Pétain décida de se présenter comme otage sur la ligne de démarcation. On l'en dissuada, mais le bruit se répandit suffisamment pour qu'on lui fît crédit d'avoir donné suite à son projet [5]. Les représailles allemandes ne diminuèrent pas. Le 28 novembre,

[1] Pierre Limagne (1947 : 229) ajoute : "ou qui sont arrêtés (par les gendarmes français ?) pour le compte de celles-ci". Le texte de l'affiche, signée du général Schaumburg, dit en effet : "que ce soit par les autorités allemandes en France, ou qui sont arrêtées pour celles-ci" (Bourget *et al.* 1959 : 64).

[2] Le plus jeune des fusillés de Châteaubriant est Guy Môquet, 17 ans ; fils du député communiste de Paris Prosper Môquet (alors incarcéré à Alger), militant des Jeunesses Communistes, Guy Môquet a été arrêté à Paris en octobre 1940 par la police française. Innocenté (il n'a rien avoué), il est placé à Châteaubriant en détention administrative.

[3] Ce mot ne figure pas dans les textes de l'époque (voir Crémieux *et al.* 1975-1976, I : 314-315). Jean Lacouture s'interroge sur la signification de cet ajout : "Que signifie-t-il ? S'agit-il simplement d'une mise en garde contre les attentats individuels mais pas contre les sabotages pouvant entraîner la mort ?" (Lacouture 1984 557, note). Jean-Louis Crémieux-Brilhac pense que de Gaulle lui-même s'en voudra d'avoir donné cette consigne en ces termes, "car non seulement il n'acceptera jamais d'être surclassé par quiconque en ardeur combattive, mais il approuve personnellement les attentats" (Crémieux 1996 : 328).

[4] Selon Pierre Limagne (1947 : 284), Hitler aurait été gêné du retentissement des massacres de Nantes et de Bordeaux.

[5] Cette version est celle que donne le directeur du cabinet civil du maréchal Pétain, Henry du Moulin de Labarthète (1956 : 355). Par contre, selon le secrétaire général du chef de l'État, le général Émile Laure, c'est lui qui aurait proposé cette mesure à Pétain ; celui-ci se serait montré initialement réticent, avant de s'y rallier. En définitive, le conseil des ministres, consulté, déconseilla cette initiative (Noguères *et al.* 1967-1981, II : 153-155).

après un nouvel attentat de la Résistance, 95 autres otages furent fusillés En total, les Allemands en exécutèrent 471 entre septembre 1941 et mai 1942.

Au cours de sa première rencontre avec Rémy, qui attirait son attention sur la lourdeur des représailles et leur coût pour les FTP, Georges Beaufils (*Joseph*) lui répond : "à l'annonce que cinq ou dix des nôtres ont été fusillés nous enregistrons cinquante ou cent adhésions nouvelles dans les F.T.P." (cité par Noguères *et al.* 1967-1981, II : 161). De même, dans un entretien avec Charles-Louis Foulon, Charles Tillon déclarera : "plus nous nous battrons, plus le parti en profitera" (Foulon, *in* Libération 1974 : 43).

L'image de la Résistance communiste dans l'opinion.

Si l'on compare l'état de l'opinion en France à l'égard des communistes en avril-mai 1944 (date de l'enquête du S.S.S.) à ce qu'il était en 1940, le retournement est remarquable. D'autant que, selon Michel Debré, "sauf [en] quelques endroits précis, les approches des maquis, les frontières, les côtes, le fait de la Résistance intérieure était mal connu" (Debré, *in* Libération 1974 : 877), et les Français, dans leur ensemble, ne pouvaient avoir de la Résistance d'obédience communiste [1] qu'une image approximative.

L'image positive de la Résistance d'obédience communiste dans l'opinion est due à deux facteurs : 1) la multiplicité, l'intensité, l'efficacité et le caractère souvent spectaculaire de leurs actions contre l'occupant ; 2) la publicité que les Allemands, les collaborationnistes parisiens et les autorités de Vichy donnent aux sabotages et attentats perpétrés par la Résistance, en l'attribuant aux communistes (quelle que soit l'organisation qui en est l'auteur). Il s'agit d'ailleurs non d'une erreur due à une carence des services de renseignements allemands et vichystes, mais d'une action de propagande délibérée pour discréditer les Résistants en les assimilant aux "judéo-bolcheviques", terroristes à la solde de l'étranger. S'y ajoutent les succès à l'Est de l'Armée Rouge [2], dont les victoires sur la Wehrmacht ont changé l'image que les propagandes allemandes et vichystes leur avaient donnée des soviétiques. "L'image de l'URSS devient celle d'un pays qui résiste à l'envahisseur avec un courage exceptionnel [...]. L'engagement résolu du PCF lui vaut des sympathies bien au-delà de ses militants communistes. Et c'est d'abord ce qui explique l'image très positive du PCF dans la Résistance et dans la société" (Peschanski, *in* Marcot *et al.* 2006 : 204).

Ce que résume ainsi Léo Hamon [3] (*in* Libération 1974 : 111-112) :

> Les communistes, au moment de la Libération, disposent d'une grande force qui tient non seulement à l'adhésion que rencontre leur doctrine, non seulement au prestige de la Russie qui combat et triomphe, mais encore à la qualité de leurs militants, à la qualité de leur travail, à leur énergie et à ce qui a été appelé le moralisme patriotique. Ils ont la force entraînante d'hommes que leur doctrine politique a depuis longtemps érigés en "amants absolus", à moins que ce ne soit le goût de l'absolu qui les ait orientés vers cette doctrine. Et, si pour reprendre l'image même de René Cassin, la Résistance toute entière est une insurrection à laquelle la France Combattante et l'autorité française de Londres apportent

[1] Le terme "obédience communiste" rappelle que tous les combattants FTP ne sont pas adhérents du PCF, même si le noyau originel et la majeure partie de l'encadrement sont constitués de militants communistes. Leur détermination et le dynamisme de leur action ont très tôt attiré de nombreux Français désireux de lutter efficacement contre l'occupant sans se préoccuper de querelles idéologiques.

[2] Contre-offensive devant Moscou (2-5 décembre 1941) ; victoire de Stalingrad (2 février 1943) ; échec de l'attaque allemande sur Koursk (5-13 août 1943) ; contre-offensive russe et recul de la Wehrmacht sur l'ensemble du front (à partir de janvier 1944).

[3] L'avocat Léo Goldenberg (1908-1993) a pris dans la clandestinité le pseudonyme de *Hamon*. Résistant dès 1940, il déploiera une intense activité dans divers mouvements (*Liberté*, *Combat*, Noyautage des Administrations Publiques, Ceux de la Résistance, ..). Gaulliste de gauche, il sera secrétaire d'État dans le gouvernement de Chaban-Delmas (1969-1972).

une organisation, avec les communistes c'est un mouvement protestataire qui trouve dans les structures et les traditions propres de son parti une organisation, d'où un surcroît de puissance considérable par rapport aux autres. [...]

Un des éléments de la force communiste était ainsi une situation d'effervescence, de mobilisation de la Nation pour laquelle ils étaient, de par leur organisation même, infiniment mieux préparés que d'autres [...]. Quelqu'un a évalué, dans un rapport, le nombre des communistes dans les Comités de Libération à 33 % du total de leurs membres. Je n'ai pas fait la statistique ; mais je puis affirmer que, parce que leur organisation et leur discipline leur donnent une éducation politique supérieure à celle de beaucoup d'autres, ces 33 % pesaient en réalité politiquement très lourd.

Pourtant, les efforts déployés par les Allemands et les services de la propagande de Vichy pour ternir l'image des communistes avaient été considérables. Les émissions de Radio-Paris et Radio-Vichy, les journaux des deux zones, les affiches placardées sur les murs des villes, mettaient en garde les Français contre les dangers du bolchevisme ; en mars 1942, la salle Wagram, à Paris, accueillait une grande exposition, sous le titre : "Le bolchevisme contre l'Europe". Mais cette propagande intensive n'avait pas toujours les effets escomptés. Ainsi, les cinéastes Jean Morel et Jacques Chavannes réalisent en 1942 un montage de bandes d'actualités, qui, sous le titre de *Français vous avez la mémoire courte*, fait la critique historique du bolchevisme. "L'ironie voudra qu'à la vue des images de la révolution russe et du Front populaire, une partie du public manifestât bruyamment son approbation : la carrière du film s'en trouvera singulièrement écourtée" (Ory 1976 : 87).

D'autre part, si la peur des représailles a pu pousser la population à s'élever contre "certaines initiatives de la Résistance jugées irresponsables", finalement, "les réactions d'hostilité paraissent avoir été aussi violentes que brèves et assez vite effacées, pour deux raisons : les représailles atteignent une telle démesure dans l'horreur qu'elles chargent la mémoire immédiate de motifs de révolte encore plus virulents ; allant dans le même sens que l'évolution générale, ils la renforcent par une haine accrue de l'occupant et se renforcent à son influence. L'idée progresse alors que le moyen efficace de mettre fin au cauchemar est de manifester sa solidarité avec ceux qui combattent pour hâter le moment de la libération" (Laborie 2001b : 307). Finalement, la publicité donnée aux représailles (déportations et exécutions d'otages) n'a fait que renforcer la solidarité des populations avec les Résistants de toutes obédiences.

L'entrée des communistes au CFLN.

Le Comité Français de la Libération Nationale (C.F.L.N.) a été créé le 3 juin 1943, à Alger, pour administrer les territoires libérés et diriger la lutte militaire ; à la suite de plusieurs remaniements, présidé par le général de Gaulle, ayant intégré des représentants de la Résistance intérieure et des principaux partis politiques hostiles à la collaboration (voir *Cahier* n° 6), il deviendra, le 3 juin 1944, le Gouvernement Provisoire de la République Française (G.P.R.F.).

Le président du CFLN, le général de Gaulle [1], est loin d'être exempt de préventions envers les communistes. Il les considère comme inféodés à Moscou [2], et de ce fait extérieurs à la nation française [3]. S'il reconnaît leur courage et leur efficacité dans l'action, il les soupçonne de vouloir profiter de la victoire sur l'occupant pour instaurer leur propre dictature. Mais, tout en les considérant comme des adversaires dont il y a lieu de se méfier, il compte bien les utiliser en les associant au combat pour la Libération (De Gaulle 1954, 231-232) :

[1] À l'origine coprésident avec le général Giraud, de Gaulle deviendra l'unique président du CFLN le 3 octobre 1943.
[2] Il date leur "entrée en action" de "la fin de 1941", c'est-à-dire après l'invasion de l'URSS par les Allemands, ajoutant que, "jusqu'alors, leurs dirigeants avaient adopté à l'égard de l'occupant une attitude conciliante, invectivant, en revanche, contre le capitalisme anglo-saxon et le "gaullisme" son serviteur" (De Gaulle 1954, 231).
[3] Il parle "de faire en sorte que *leurs forces* s'incorporent à *celles de la nation*" (De Gaulle 1956, 150).

Leur attitude changea soudain quand Hitler envahit la Russie et qu'eux-mêmes eurent trouvé le temps de gagner les refuges et d'installer les liaisons indispensables à la lutte clandestine. Ils y étaient, d'ailleurs, préparés par leur organisation en cellules, l'anonymat de leur hiérarchie, le dévouement de leurs cadres. À la guerre nationale, ils allaient donc participer avec courage et habileté, sensibles sans doute, surtout parmi les simples, à l'appel de la patrie, mais ne perdant jamais de vue, en tant qu'armée d'une révolution, l'objectif qui consistait à établir leur dictature à la faveur du drame de la France. Ils s'efforceraient donc sans relâche de garder leur liberté d'action. Mais aussi, utilisant les tendances des combattants qui, les leurs compris, ne voulaient qu'un seul combat, ils tenteraient obstinément de noyauter toute la résistance afin d'en faire, si possible, l'instrument de leur ambition.

C'est ainsi qu'en zone occupée ils formaient le "Front national", groupement d'aspect purement patriotique, et les "Francs-Tireurs et Partisans", force qui ne semblait destinée qu'à la lutte contre les Allemands. C'est ainsi qu'ils y attiraient maints éléments non communistes mais qui, par là même, pouvaient servir de couverture à leurs desseins. C'est ainsi qu'ils poussaient certains des leurs, camouflés, dans les organes de direction de tous les autres mouvements [1]. C'est ainsi qu'ils devaient bientôt me proposer leur concours, tout en ne cessant jamais de déblatérer sourdement contre "le mythe de Gaulle".

Et moi je voulais qu'ils servent. Pour battre l'ennemi, il n'y avait pas de forces qui ne dussent être employées et j'estimais que les leurs pèseraient lourd dans la sorte de guerre qu'imposait l'occupation. Mais il faudrait qu'ils le fassent comme une partie dans un tout et, pour trancher le mot, sous ma coupe. Comptant ferme sur la puissance du sentiment national et sur le crédit que me faisait la masse, j'étais, d'emblée, décidé à leur assurer leur place dans la résistance française, voire, un jour, dans sa direction.

De leur côté, les communistes se méfient de de Gaulle. Selon Charles-Louis Foulon, en avril 1941, un mensuel du parti dénonçait encore la propagande gaulliste qui pousse "de jeunes gens à embarquer sur de mauvaises barques" et "les fait s'engager dans les rangs anglais pour se faire tuer" (Foulon, *in* Libération 1974 : 36). Les premiers contacts entre la France Libre et la résistance communiste datent du printemps 1942. L'adjoint de Rémy, François Faure, connaît Marcel Prenant, chef d'état-major des FTP, qui l'a mis en contact avec le comité central du PCF. Faure annonce que le PCF offre aux services français de Londres sa collaboration "jusqu'à la victoire finale", et met à leur disposition ses réseaux de renseignements et d'action militaire. Le BCRA propose alors un plan de parachutage d'armes et d'émetteurs radio. "Rémy aura été le *deus ex machina* du rapprochement. Il avait pris l'initiative, dans l'été 1942, d'allouer cinq cent mille francs par semaine aux Francs-Tireurs et Partisans par l'intermédiaire d'un de leurs responsables dénommé "Joseph" [2]. Joseph, à son tour, l'avait mis en relation à l'automne avec des représentants importants du Front national, puis, le 25 novembre, avec un membre du Comité central du parti communiste avec lequel Rémy avait eu un entretien cordial. Ce représentant était l'ancien député de Saint-Denis Fernand Grenier". En dépit des réticences du BCRA à la réception du rapport enthousiaste de Rémy, celui-ci débarque en Angleterre avec Fernand Grenier le 11 janvier 1943. "Non seulement de Gaulle accepte cette adhésion sans difficulté, mais on la célèbre aussitôt à son de trompes. Le renfort est capital dans la compétition qui s'engage avec Giraud [3]. Il s'offre au moment où l'Armée Rouge achève de triompher des Allemands à Stalingrad, ce qui soulève une vague d'enthousiasme prosoviétique en Angleterre comme en France" (Crémieux 1996 : 440-441, 668-670). Le 15 janvier, Fernand Grenier prend la parole à la BBC dans l'émission "Honneur et Patrie", pour annoncer le soutien des communistes au général de Gaulle, et exalter l'union des Français afin que soit hâtée l'heure de la Libération (Crémieux *et al.* 1975-1976, III : 77-78). En février 1943, de Gaulle adresse une lettre courtoise au Comité central du PCF, pour le remercier de son adhésion au Comité National Français [4], ajoutant en conclusion : "Je sais que la

[1] Cette thèse du "noyautage" est fortement contestée, notamment par Claude Bourdet (*in* Libération 1974 990-991), Pascal Copeau (*ibid.* : 410, 412-413), Pierre Hervé (*ibid.* : 425-430).

[2] *Joseph* est ici le pseudonyme de Georges Beaufils, qui se fera connaître aussi sous le nom de *colonel Drumond*. On trouvera le récit des rencontres de Rémy avec Joseph dans Noguères *et al.* 1967-1981, II : 161-163, 428-429, 654-657.

[3] Pour la présidence du CFLN (voir *Cahier* n° 6).

[4] Le Comité National Français (CNF), créé le 24 septembre 1941, est un embryon de gouvernement provisoire, rassemblant sept commissaires, sous la présidence du général de Gaulle. Le CFLN lui succèdera.

France Combattante peut compter sur le Parti Communiste Français" (Foulon, *in* Libération 1974 : 38-40).

À Alger, après la mort de Darlan, certaines des mesures prises par le gouvernement de Vichy sont abrogées par le général Giraud. En particulier, les vingt-sept députés communistes (dont François Billoux), incarcérés par le gouvernement Daladier à la prison de Maison-Carrée, sont libérés le 5 février 1943. Puis, le 24 juin, moins d'un mois après sa création, le CFLN abolit le décret du 26 septembre 1939 dissolvant le PCF. Enfin, le 25 août 1943, le général de Gaulle propose à Fernand Grenier d'entrer au CFLN. La négociation avec les représentants du PCF achoppent "sur les attributions réelles des commissaires et sur leur désignation, de Gaulle voulant les nommer en toute souveraineté, le PCF affirmant le droit de choisir lui-même ses représentants. Cet échec n'ouvre pas de véritable crise : tout en critiquant le CFLN, le PCF réaffirme la reconnaissance de son autorité pour mener la lutte libératrice [1] [...] ; de Gaulle laisse la porte ouverte et envisage publiquement le 18 mars [1944] la participation communiste" (Bourderon, *in* Marcot *et al.* 2006 : 631).

Prononcé devant l'Assemblée consultative d'Alger [2], le discours du 18 mars 1944 trace les grandes lignes de la libération à venir et des mesures à prendre ensuite pour le redressement du pays (De Gaulle 1956, 560-568). Il se conclut par un appel à l'unité nationale :

> Ai-je besoin de dire que le gouvernement en appelle, pour accomplir sa tâche sacrée, à la collaboration étroite et à l'appui de l'Assemblée ? Il en appelle à la masse immense de tous ceux qui veulent lutter et travailler pour le pays. Il les adjure de mépriser les querelles d'intérêt, de partis, de groupes ou de classes, qui ne sauraient exister en comparaison du péril et des épreuves de la patrie. Il veut associer à son action et même à sa composition des hommes de toutes - je dis : de toutes - les origines et de toutes les tendances, de ceux-là notamment qui prennent dans le combat une lourde part d'efforts et de sacrifices, pourvu qu'ils veuillent poursuivre avec lui, sans réserves et sans privilèges, l'intérêt général dont chacun n'est que le serviteur. Le gouvernement que j'ai l'honneur de diriger appelle tous les Français au rassemblement national.

Dès le 24 mars, la délégation à Alger du Comité central du PCF, répondant à cet appel, propose à de Gaulle une rencontre avec six députés communistes (dont François Billoux et Fernand Grenier), pour procéder à un échange de vues sur une participation du parti au CFLN. De Gaulle accepte aussitôt, et propose la date du 28 mars. Le 4 avril, un décret entérinera la nomination de Billoux et Grenier au Comité français de la libération nationale (De Gaulle 1956, 568-569). Dans ses *Mémoires*, de Gaulle rapporte ainsi la genèse de cet événement (De Gaulle 1956, 150-151) :

> Et les communistes ? La part qu'ils prennent à la résistance, ainsi que mon intention de faire en sorte que leurs forces s'incorporent à celles de la nation au moins pour la durée de la guerre, m'ont conduit à la décision d'en mettre deux au gouvernement. Depuis la fin du mois d'août [1943], le "parti", pressenti, a volontiers promis le concours de plusieurs de ses membres. Mais, au moment de s'exécuter, toutes sortes de traverses viennent empêcher ceux que j'appelle au Comité de la libération de me donner une réponse positive. Tantôt la délégation du parti m'en propose d'autres, tantôt elle s'enquiert du détail de mon programme, tantôt elle insiste pour que les siens reçoivent tels portefeuilles déterminés. Bientôt, indisposé par ce marchandage prolongé, j'interromps les pourparlers.
>
> En réalité, deux tendances divisent la délégation. Il y a celle des violents qui, à la suite d'André Marty, voudrait que le parti ne se liât à personne et, à travers la lutte contre l'ennemi, préparât d'une manière directe l'action révolutionnaire pour la prise du pouvoir. Il y a celle des manœuvriers qui vise à pénétrer l'État en collaborant avec d'autres et, d'abord, avec moi-même ; l'inspirateur de cette tactique

[1] Fin 1943, Jacques Duclos charge André Mercier, qui part pour Alger en tant que délégué communiste à l'Assemblée Consultative Provisoire, du message suivant : "Tu diras au général de Gaulle que, s'il veut bien s'appuyer sur le peuple, il pourra faire de grandes choses" (cité par Villon, *in* Libération 1974 : 107).

[2] Créée par l'ordonnance du 17 septembre 1943, l'Assemblée Consultative Provisoire rassemble des représentants de la Résistance intérieure et extérieure, des partis (parlementaires hostiles à la collaboration), et des territoires libérés (conseillers généraux). Elle a tenu sa première réunion le 3 novembre 1943.

étant Maurice Thorez, toujours à Moscou et qui adjure qu'on lui permette d'en revenir. Finalement, en mars 1944, les communistes se décideront. Ils laisseront Fernand Grenier et François Billoux prendre les postes que je leur offre : le ministère de l'Air au premier, un commissariat d'État au second.

Enfin, Michel Debré (*in* Libération 1974 : 880-881, 884) délivre aux membres communistes du CFLN un *satisfecit* en ces termes :

> Je tiens à redire, car je crois du point de vue historique que c'est capital, qu'à partir du moment où le général de Gaulle a fait l'union dans son gouvernement, c'est-à-dire où des ministres communistes sont entrés dans le gouvernement d'Alger, l'unité l'a emporté sur les volontés de divergence. Que les communistes aient eu le désir d'augmenter leur influence chaque fois que c'était possible, c'est certain, que chez nombre d'entre eux il y ait eu des arrière-pensées au cas où le général de Gaulle disparaîtrait ou au cas où des agitations nationales l'affaibliraient, c'est également certain. [...] Au-delà de ces divergences, la volonté nationale quand elle s'est exprimée a été la plus forte. Devant un général de Gaulle résolu, et aidé par les dirigeants de la Résistance, les communistes ont accepté de se plier pour l'essentiel aux projets prévus pour la Libération. [...]
>
> La volonté du Général était, qu'à la seule exclusion, formelle, des collaborateurs et de ceux qui s'étaient compromis dans certaines mesures inadmissibles de Vichy, il fallait progressivement, pour l'immédiat et pour l'avenir, essayer d'assurer la plus grande union possible. [...] L'entrée des communistes n'était pas une simple vision tactique de politique intérieure, quoique ce fut important. C'était pour une part l'application de l'idée que je viens de dire.